

LA

**RÉVOLUTION POLONAISE**

**DU 29 NOVEMBRE 1850.**

REVOLUTION POLONAISE

DE 20 JUILLET 1830

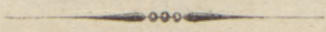
---

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,  
Rue de Verneuil, n. 4.

LA RÉVOLUTION  
    
POLONAISE

DU 29 NOVEMBRE 1830.

PAR JOSEPH ZALIWSKI.



II 02. 094

CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES.

1833







## RÉVOLUTION POLONAISE

DU 29 NOVEMBRE 1850.

Au mois de septembre de l'année 1820, je fus admis dans une conspiration ayant pour but la délivrance de ma patrie. Les Polonais devaient agir efficacement si les soulèvemens qui éclatèrent alors dans le midi de l'Europe se propageaient en France et en Allemagne. Les principaux chefs de la conspiration ne m'étaient point connus; je faisais partie de la conspiration par l'entremise de trois employés au ministère de la guerre. J'étais à cette époque dans la compagnie des sous-enseignes; on me confia le soin de propager les idées libérales parmi mes collègues, sans leur divulguer l'existence de ce complot patriotique. Ceux qui paraissaient aptes à s'en pénétrer et qui se faisaient fort de passer par toutes les épreuves s'engageaient par serment à s'éclairer mutuellement. Faire mouvoir tous les ressorts pour reconquérir notre indépendance, être prêts au premier appel qui nous serait fait, sacrifier toute notre existence, telle fut notre résolution.

Je trouvai sans peine parmi mes collègues de nobles complices pour cette entreprise; je me tins cependant en garde et ne me confiai qu'à ceux qu'une longue expérience m'avait appris à connaître. Familiarisé avec l'étude des institutions du Nouveau-Monde (institutions qui constituent la vraie force d'une nation qui cherche à briser le joug étranger), je ne tardai pas à prendre une grande influence sur l'esprit de mes collègues; je la mis à profit, et au commencement de l'année 1822, où je fus promu au grade d'officier, je comptais déjà quelques dizaines de conjurés, dont la plus grande partie avait été élevée avec moi. Ceux qui restèrent sous-enseignes promirent de propager nos doctrines par tous les moyens possibles, mais ceux qui étaient nommés officiers avaient plus de facilités en se dirigeant dans leurs

régimens respectifs. Les premiers germes de la révolution furent jetés parmi les officiers d'infanterie de la nouvelle organisation.

Quant à moi, je restai avec mon grade supérieur dans mon régiment; on me fit connaître et on me permit de communiquer avec quelques principaux chefs de la conspiration; mon devoir se bornait à dire seulement ce qui se passait dans la compagnie des sous-enseignes. Les sociétés secrètes étaient alors défendues: on m'avait donc épargné les formes d'une réception solennelle, mais comme ma manière de penser fut bientôt connue, nous jurâmes réciproquement de propager les bonnes doctrines dans tout le régiment. On comprend le motif qui faisait défendre les sociétés secrètes; mais malgré cette défense nous parvîmes à éclairer les esprits sur la marche des événemens du midi. Nos collègues, persévéraient dans leurs efforts; mais les circonstances ne favorisaient pas nos chefs pour hâter l'explosion, l'Allemagne et la France paraissaient indifférentes aux événemens et peu préparées à agir.

Les choses restèrent dans le même état jusqu'à la fin de 1823, et avec la chute de l'Espagne les conjurés regardèrent leur projet comme anéanti. Le découragement s'empara d'eux; ils ne firent plus aucune démarche; cependant quelques-uns d'entre eux tournèrent leurs regards vers les sociétés secrètes de la Russie; ils y puisèrent des espérances pour l'avenir. Quoique je ne partageasse pas leur espoir, je réfléchis aux moyens de propager ces sociétés.

La dissolution de notre première société me rendait libre d'agir par moi-même. Une circonstance favorable se présenta, en 1824, pour arriver à ce but: je fus nommé professeur à l'école de natation. J'occupai cette place pendant sept ans; cela me mit en rapport avec un grand nombre d'officiers, la plupart du corps d'armée de Lithuanie. Peu à peu nous parvîmes à nous connaître à fond et je pus entretenir leurs bonnes intentions; je finis par obtenir, sous la foi d'un serment sacré, qu'aussitôt de retour dans leur régiment chacun d'eux propagerait nos doctrines. Je leur indiquai les moyens les plus propres à y parvenir, sans cependant qu'ils disent jamais mon nom. Je leur recommandai d'attendre mon autorisation pour agir, afin de ne pas faire avorter l'ensemble de l'action.

Dans l'espace de sept ans je parvins à former plus de soixante excellens élèves qui, à leur tour, travaillèrent si bien que leur



nombre s'éleva à cent cinquante; mais nous ne sûmes pas en profiter.

Je revins à mon régiment et, malgré la dissolution des sociétés secrètes, je recommençai comme par le passé à faire des prosélytes; j'en avais une trentaine; mais alors j'étais connu de tous et nous nous consultations en pleine réunion. Mes anciens collègues à l'école des sous-enseignes employèrent la même marche dans plusieurs autres régimens, particulièrement dans le bataillon de sapeurs, dans la garde de grenadiers, dans le 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> de ligne et dans le 1<sup>er</sup> de chasseurs à pieds. Nous nous tenions prêts à tout événement et nos travaux se bornaient à propager les idées libérales. Au commencement de l'année 1826, nous conçûmes d'autres projets, mais ils n'eurent pas de suite et rien d'important n'arriva avant l'année 1828, où la Russie déclara la guerre à la Turquie. Alors plusieurs crurent que le moment était favorable pour lever l'étendard de l'insurrection; l'amour-propre suggéra à quelques-uns l'idée d'une action indépendante; ils formèrent des plans isolés sans penser à les concentrer dans un seul foyer. Pierre Wysocki fut du nombre de ceux que je désigne; élevé en 1826 au grade d'officier dans le régiment des grenadiers de la garde, et faisant partie de la compagnie des sous-enseignes, il forma une autre société composée pour la plupart des élèves de cette école. Il voulait commencer l'insurrection en 1829, à l'époque du couronnement de Nicolas à Warsovie, alors que la plus grande partie de l'armée russe était réunie en Turquie; mais il trouva peu de partisans. Nous pensions généralement que sans un changement de système dans un des grands états de l'Europe aucune révolution dans un état secondaire ne pourrait être soufferte et qu'elle serait anéantie à son développement. Je déclarai donc à mes camarades que nous ne devions pas nous unir à ceux qui voulaient commencer la révolution en ce moment, que nous devions attendre qu'il y eût une révolution en France, mais que s'ils persistaient dans leur intention nous devions les seconder de toutes nos forces, et partager leur sort tel qu'il fût. Tous approuvèrent ma résolution. Wysocki, voyant qu'il n'avait pas l'assentiment général, abandonna son projet. Nous augmentâmes toujours le nombre des conjurés, et les choses étaient dans cet état lorsque la révolution de juillet en France vint nous surprendre.

Le 6 août 1830, nous apprîmes par la voie des négocians



les événemens de Paris. Aussitôt j'invitai Wysocki et ses amis à se rendre chez moi, à la maison de campagne de Mariemont. Je leur dis que si nous recevions la confirmation des nouvelles de Paris, il faudrait après quelque temps commencer notre révolution. Je les engageai à prendre toutes les mesures nécessaires pour être sûrs de la réussite; mais avant de leur communiquer mon opinion, je leur avais posé deux questions, la première: s'ils croyaient le moment favorable pour commencer notre révolution? la seconde, à quel nombre s'élevaient ceux qu'ils croyaient dévoués à notre entreprise; ils me dirent qu'ils comptaient sur une trentaine d'officiers et sur un nombre plus considérable de sous-enseignes. Pour ma part, j'étais sûr de deux cents officiers, mais nos forces me paraissaient encore insuffisantes pour commencer. Je pensai que nous devions nous consulter avec nos amis les plus dévoués, pour arrêter définitivement un plan de conspiration. Le 8 août, nous sûmes officiellement le triomphe du peuple parisien. Le 12, on se réunit chez moi, à Mariemont; nous étions plus de vingt personnes. Je leur demandai s'ils voyaient dans les événemens de France le moment favorable pour commencer notre révolution, et quel plan nous devions adopter. L'avis fut unanime pour la révolution, mais l'opinion était divisée quant aux moyens à employer; les uns voulaient que la révolution fût immédiate, les autres voulaient attendre le mois de février ou mars 1831. Je partageais l'opinion de ces derniers, cette opinion était appuyée sur les motifs suivans :

L'armée russe, épuisée par la guerre de Turquie, ne pouvait pas être employée immédiatement; Nicolas serait forcé d'attendre la fin du mois de mars pour compléter ses corps d'armées, afin de les diriger contre la France. Ce moment me semblait donc favorable à nos projets, et en commençant notre révolution nous arrêtons le complot liberticide des cours despotiques. Nous pensions que la France aurait de son côté le temps nécessaire pour se préparer à la défense, et secourir puissamment ceux qui détourneraient d'elle un coup mortel en se l'attirant d'abord, et que nous, nous gagnerions un temps précieux qui nous servirait à augmenter le nombre de nos prosélytes. Dans cette combinaison, je voyais notre entreprise parfaitement sûre.

La majorité décida que nous devions attendre jusqu'à la fin

de février pour l'exécution de nos projets. Il nous fallait nécessairement un chef; nous devions le choisir entre les généraux Joseph Chlopicki, Stas Potocki, Julien Sierawski, Jean Krukowiecki, et Szembek, comme possédant au plus haut degré notre confiance. Chacun de nous avait des relations plus ou moins intimes avec ces généraux. Nous devions sonder leurs intentions et leur demander ensuite s'ils étaient résolus à se mettre à la tête de la révolution. Cette démarche devait être faite dans la plus grande diligence, et tous les résultats devaient être communiqués. Quand le dernier rapport me parvint, je voulus réunir dans un conseil général les généraux que j'ai nommés; mais tous n'étaient pas en ville à ce moment, et il fallut une dizaine de jours pour les réunir. Le conseil général n'eût donc lieu que le 25 août, à Mariemont. Nous fûmes convaincus que chacun de ces généraux désirait une révolution, mais qu'aucun d'eux ne voulait la diriger. Tous promirent pourtant d'y participer dès qu'elle éclaterait. Pour excuser le refus d'en être le chef, ils disaient que la police avait les yeux fixés sur eux et que cela amènerait la découverte du complot. Ils répétaient toujours que si la révolution avait lieu, ils ne seraient pas les derniers à y prendre part. Ces réponses évasives ne nous rassuraient point. Pulaski, Kosciuszko, Dombrowski en agirent différemment dans de pareilles circonstances! — Nous pensâmes un moment que nous pourrions trouver dans les officiers de l'état-major un homme capable de conduire notre entreprise; mais nos recherches n'eurent pas de meilleurs résultats.

Il fallait mettre fin à cet état de choses; je proposai de choisir une commission parmi nous-mêmes, dont le but serait de préparer et d'accomplir notre révolution. On n'écouta point mon avis; mes collègues étaient persuadés qu'il était impossible de rien entreprendre sans le secours des généraux et d'un grand nombre d'officiers supérieurs. Je leur assurai que je trouverais des généraux pour nous seconder: Pierre Urbanski, Kasimir Paszkowicz, devaient m'aider par tous les moyens possibles; les autres approuvaient nos démarches, tout paraissait en bon chemin. Nos réunions devinrent moins nombreuses, mais plus choisies; nous n'y appelions que les personnes nécessaires à notre entreprise. J'occupais pour ainsi dire la place de président à ces réunions, le temps et le lieu des convocations dépendaient de moi.



Au premier conseil que nous tîmes le 27 août, je proposai que chaque régiment eût une section indépendante qui élirait un délégué, afin de faciliter nos communications, et nous mettrait en rapport, dans les circonstances importantes, avec ceux qui se trouvaient à Warsovie. Chaque délégué serait tenu de communiquer à sa section les décisions de notre conseil, mais les sections ne devaient avoir entre elles aucune communication soit individuellement, soit en masse. L'un de nous devait être présent à la formation de chaque section afin de vérifier son contrôle, et de recevoir le serment portant en substance : « Je consacre ma vie à l'abolissement de la tyrannie moskovite, à reconquérir l'indépendance nationale pour acquérir les institutions libérales. Sous aucun prétexte, je ne communiquerai avec personne en dehors de ma section. » Cette dernière clause tendait à écarter toute trahison, et dans chaque section chacun exerçait une surveillance générale et particulière. La réserve était telle, qu'il était défendu de parler à d'autres officiers qu'à ceux de son régiment, même s'ils avaient fait partie avec vous de la conspiration antérieure. Les compagnies de grenadiers résidant à Warsovie composaient des sections indépendantes, quatre compagnies d'une brigade formaient une section et avaient leurs délégués; quand ces compagnies rejoignaient les régimens avec les conspirateurs qui en faisaient partie, on élisait un nouveau délégué, car en aucune façon il ne pouvait y en avoir deux.

Cette organisation était partout établie et reconnue. Telle était l'état des choses au mois de septembre, quand je rencontrai le prince François-Xavier Drucki-Lubecki, ministre des finances de Pologne. Je l'avais connu trois ans auparavant dans une circonstance particulière. Je le rencontrai, dis-je, dans les bureaux de la commission du trésor; il me demanda ce qu'on disait dans l'armée et quel était son esprit. Cette question m'étonna, et je répondis que l'armée ne pensait qu'à exécuter les ordres du gouvernement. Lubecki, après m'avoir reproché mon manque de franchise, me prouva qu'il connaissait nos desseins à fonds rien ne lui était échappé, ni notre entreprise présente, ni celle qui devait avoir lieu lors du couronnement de Nicolas. Les paroles de Lubecki me causèrent la plus grande surprise. Je voulais nier; mais il poursuivit en me disant : « Votre entreprise est noble et grande; vous travaillez pour tous les peuples de



« l'Europe, même pour les trônes ingrats, en les préservant de  
 « la rapacité et du despotisme des tzars moskovites, mais vous  
 « exposez le pays aux plus grands malheurs et peut-être périrez-  
 « vous avec lui. Cependant je ne veux pas entraver vos projets,  
 « et si vous persévérez dans votre résolution, je vous seconderai  
 « de tous mes efforts, mais jurez-moi que vous ne révélez ja-  
 « mais les secrets que je vais vous confier. Dans le cas seulement  
 « où le pays serait libre, vous seriez dégagé de vos sermens. »  
 Je pensai à l'instant que nous étions perdus si je persistais à  
 nier ce qu'il savait aussi bien que nous. Je lui donnai la parole  
 qu'il exigeait, et lui dis que s'il livrait à la vengeance tant d'in-  
 nocentes victimes, il serait le plus vil et le plus cruel des hom-  
 mes. Il me fit pénétrer dans les secrets du cabinet de Saint-  
 Pétersbourg : « La révolution française, me dit-il, est l'œuvre  
 « des libéraux attachés à leur pays, mais elle n'en est pas moins  
 « soutenue en sous-main par Nicolas. En expulsant Charles X  
 « du trône, il veut l'y ramener pour étendre partout sa protec-  
 « tion. Il cherchera à troubler la tranquillité des états secon-  
 « daires de l'Europe centrale, pour y répandre son influence,  
 « dès que ceux du premier ordre seront en combustion tant à  
 « l'intérieur qu'à l'extérieur. Voici ce qui arrivera : la Russie,  
 « l'Autriche, la Prusse et quelques états secondaires formeront  
 « une coalition. Si Nicolas ne parvient pas à y entraîner l'Angle-  
 « terre, il tâchera de la rendre neutre. Une armée de 150,000  
 « hommes marchera contre la France, la guerre avec la Turquie  
 « servira de prétexte pour ne pas envoyer une armée plus consi-  
 « dérable, tandis que 200,000 hommes occuperont le royaume  
 « du Congrès, la Wolhynie et une partie de la Lithuanie. Du côté  
 « de la Suède, de la Perse, de la Turquie, le reste des troupes  
 « formeront un corps d'observation. L'armée polonaise formera  
 « la réserve de l'armée expéditionnaire de France, et sera mêlée  
 « aux Russes qui occuperont d'abord la Silésie et la Saxe. On  
 « donnera des instructions à tous les généraux commandant les  
 « corps pour qu'ils effectuent leurs mouvemens avec prudence,  
 « devant observer particulièrement les Prussiens et les Autri-  
 « chiens. Mais quand ces deux puissances seront suffisamment  
 « affaiblies, on provoquera des mouvemens insurrectionnels  
 « en Gallicie et dans le grand duché de Posen, qui cher-  
 « cheront inévitablement à s'unir à la Pologne du Congrès.  
 « En même temps on suscitera des soulèvemens en Hongrie

« et en Italie pour l'Autriche, et pour la Prusse dans une  
 « partie de la Saxe, de la Westphalie et des provinces rhénanes.  
 « Mais tout cela n'arrivera que dans le cas où la France ne re-  
 « pousserait pas la coalition; alors Nicolas, sous le prétexte de  
 « rétablir l'ordre en Gallicie et à Posen, feindra une députation  
 « qui lui demandera de prendre sous sa protection les habitans  
 « de ces provinces, et rappellera son armée dirigée contre la  
 « France. L'armée une fois rentrée, Nicolas déclarera qu'il ac-  
 « cède aux vœux de la Gallicie et de Posen en les réunissant à  
 « la Pologne du Congrès, et le duché de Posen étant composé  
 « de Polonais sera réuni au royaume, en y ajoutant la partie de  
 « la Gallicie qui est polonaise, et il incorporera à l'empire de  
 « Russie la partie russe de la Gallicie; enfin, pour ne pas  
 « séparer les peuples d'une même origine, il incorporera les  
 « trois arrondissemens du palatinat d'Augustow, ceux de Ma-  
 « ryampol, de Kalwary, de Scyny, et une partie de celui d'Au-  
 « gustow à la Lithuanie, c'est-à-dire à l'empire de Russie. En  
 « échange, la province de Bialystok fera partie du royaume. La  
 « position géographique une fois changée, on établira une autre  
 « forme de gouvernement. Elle consistera dans une administra-  
 « tion séparée, sous la direction d'un lieutenant du roi, et dans  
 « une représentation semblable à celle de la Gallicie et du duché  
 « de Posen. Il y aura 100,000 hommes de troupes dont 50,000  
 « polonais et 50,000 russes. Ce que je vous dis s'accomplira dans  
 « l'espace de trois ans, et sera la condition *sine qua non* de la  
 « paix en Europe; et quand, par un événement imprévu, la France  
 « deviendrait république, cela ne changerait pas les desseins de  
 « Nicolas, si la Prusse et l'Autriche consentaient à céder tout ce  
 « qu'elles possèdent en Pologne, à partir de son premier par-  
 « tage. Ainsi la Pologne formée de la sorte, et comptant de 7 à  
 « 8 millions d'habitans, sera à jamais incorporée à la Russie et sa  
 « constitution sera anéantie. Les révélations que je vous fais  
 « vous guideront dans le chemin que vous devez suivre. Vous  
 « pouvez vous unir à la Russie pour subjuguier les autres nations,  
 « ou d'un seul coup trancher les combinaisons de la cour de  
 « Saint-Pétersbourg. Dans le premier cas, vous maintiendrez  
 « des avantages superficiels, mais vous deviendrez pour toujours  
 « esclaves du tzar. Dans le second cas, vous éprouverez des ca-  
 « lamités inouïes, mais vous aurez l'espoir de redevenir une na-  
 « tion libre. J'exige de vous un secret d'autant plus absolu que



« si vous persistez dans le dessein d'affranchir la patrie et que l'aristocratie apprenne qu'un autre espoir vous était offert, elle s'en vengera en pensant à tous les avantages qui l'attendaient, elle vous maudira, et vous serez voués à tout jamais aux malédictions de sa caste. »

Après avoir achevé ce discours il me recommanda d'être calme et tranquille, et m'engagea à lui faire connaître le moment où nous commencerions à agir pour qu'il n'en fût pas faussement informé.

Quand je quittai Lubecki, il me remit une feuille de papier roulé, en me disant de la lire plus tard.

J'y trouvai ces seuls mots : *« Je te connais depuis vingt ans, je sais par combien de vicissitude tu as passé. Tu es ce que j'étais autrefois. »* Je compris le sens de cette phrase, et mon esprit en fut plus vivement agité. Ma résolution fut bientôt prise; il n'y avait qu'un seul chemin pour arriver à mon but.

Quelles furent mes anciennes relations avec Lubecki, ce qu'elles devinrent par la suite, quel était le véritable sens de l'écrit qu'il me remit en me quittant, je le dirai en son temps et dans un autre ouvrage. Je laisse aux cabinets le soin de juger si Lubecki était vrai dans ses révélations.

Nous continuâmes le développement de notre plan. Je me chargeai de préparer les 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> régimens de ligne, le bataillon de sapeurs, le 1<sup>er</sup> de chasseurs à pied et les compagnies de grenadiers des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> de ligne en garnison à Warsovie. Le lieutenant-colonel Paszkowicz prépara les 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> de ligne en garnison à Lublin, ainsi que les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de chasseurs à pied en garnison à Zamosc. Urbanski prépara le régiment des grenadiers de la garde dont il faisait partie. Wysocki se chargea de la compagnie des sous-enseignes à pied et à cheval et des compagnies des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> de chasseurs à pied, ainsi que d'une batterie de l'artillerie à cheval de la garde, et, conjointement avec Paszkowicz, du régiment de chasseurs à cheval de la garde.

Nous envoyâmes des officiers de confiance dans la division du 1<sup>er</sup> de chasseurs à cheval et dans les batteries de l'artillerie. Le temps a prouvé que tous nos émissaires ne remplirent pas leurs devoirs, quoique dans leur rapport ils disaient que tout s'était fait selon nos instructions. Et il m'était impossible, à moi sous-lieutenant, de me convaincre de leur véracité, les régimens étant dispersés dans tout le pays. Il nous fallait donc agir aveuglément. Mais ce n'est pas cela qui a ôté des chances de succès à notre ré-



volution ; elle aurait infailliblement réussi sans une faute commise par l'un des nôtres. Nous payâmes cher une impardonnable négligence, comme on le verra plus bas.

La formation des sections dans tous les régimens était faite, et chaque section avait son délégué. Ces délégués, présens à Warsovie, se réunissaient avec ceux qui arrivaient de la province ; ces derniers prétextaient des affaires de famille ou des congés. Après quelques réunions on reconnut la nécessité de choisir deux d'entre nous qui renoueraient les communications avec les anciennes sociétés et les corporations d'ouvriers de Warsovie, les employés aux ministères, l'Université, les membres de la diète des deux chambres (les sénateurs, les nonces et les députés), les généraux et les chefs qui se mettraient à la tête de la révolution ; et même, si cela devenait nécessaire, on étendrait nos communications jusqu'à l'étranger.

Urbanski et moi nous fûmes élus à l'unanimité. Urbanski refusa en disant qu'il était particulièrement surveillé par la police. Après une longue délibération, Wysocki le remplaça. Depuis cet instant toute l'action se concentra entre nous deux. Paszkowicz et Urbanski nous aidaient puissamment, et nous trouvions le secours d'autres personnes quand il en était besoin.

Les anciens conspirateurs ne faisaient rien par eux-mêmes ; ils n'avaient aucune centralisation comme on le vit après que la révolution eut éclaté. Cependant un grand nombre d'entre eux agirent individuellement et firent d'immenses sacrifices ; plusieurs circonstances les ont fait connaître. Les différentes corporations d'ouvriers, cette masse du peuple qui voulait tout sacrifier à la patrie, et que les traîtres et les sots désignaient sous le nom de populace dangereuse, cette masse du peuple voulait impérieusement briser le joug de l'étranger ; mais elle n'avait ni chefs, ni direction. Plusieurs des officiers attachés à la conspiration avaient des relations directes avec la classe riche et honnête de ces citoyens. J'en profitai et j'établis une section dans chaque corporation choisie parmi les individus qui avaient le plus d'influence par leurs vertus et leur fortune. Cela se fit dans le plus bref délai et avec toutes les précautions possibles. Nous réussîmes dans quelques corporations, surtout dans les plus nombreuses. Nous suivîmes la même marche avec les employés du gouvernement ; cela nous donnait le double avantage de les attirer à nous et d'avoir une connaissance exacte de ce qui se passait dans le ministère de

la guerre, dans la place, dans la police, à l'état-major du Tzarewitsch, des généraux Vincent Krasinski et Alexandre Rozniecki, et dans la police secrète. Ceci nous a sauvés maintes fois dans des circonstances périlleuses.

Quant à la jeunesse des écoles, nous n'avions d'autres peines que celles de modérer leur bouillante impétuosité; tant d'ardeur aurait pu nous compromettre avant le temps. Cette admirable jeunesse ne demandait qu'à commencer, n'importe comment. Il était par conséquent difficile de la maintenir en ordre; mais la faute n'en était pas à eux; elle appartient tout entière à ceux qui s'étaient chargés de la diriger, et qui lui divulguaient des secrets qu'elle aurait dû ignorer: Josaphat Bolesias Ostrowski, Bogdan Zaleski et plusieurs encore réparèrent ce mal autant que possible, et l'ordre fut rétabli.

Nous étions sûrs d'une grande partie de la chambre élective; les membres de la chambre haute étaient plus douteux. Ils étaient pour la plupart les créatures du despotisme étranger. Quant aux chefs, nous devions les choisir dans ceux que j'ai déjà nommés; nous ajoutâmes François Zymirski, François Morawski, Siemionkowski, Isidor Krasinski, Mrozinski et Joseph Dwernicki. Quoique plusieurs d'entre eux ne sussent pas l'époque de la révolution, ils promirent d'agir dès qu'elle aurait éclaté. Peu de colonels s'étaient unis à notre conspiration; ils tenaient aux immenses revenus que leur rapportait l'administration de leurs régimens. Nous pouvions pourtant compter sur Mathias Rybinski, Jean Skrzynecki, Wolski, Andrychiewicz, François-Valentin d'Hauterive, Ignace Prondzynski et plusieurs officiers supérieurs. Prondzynski était en même temps le plus capable et le plus exalté.

Nous bâtions nos préparatifs et nous avions pourtant la résolution d'attendre le printemps. Nous communiquions avec les nonces, et nous admîmes dans notre sein Xavier Bronikowski qui avait des relations étendues; il se distinguait par un zèle infatigable et par un dévouement absolu à la cause révolutionnaire. J'allai avec lui chez Joachim Lelewel qui avait une grande influence dans la chambre et une plus grande encore sur la jeunesse polonaise et lithuanienne. Nous lui demandâmes son opinion relativement à nos projets; il nous approuva. Il ne restait plus qu'à fixer le moment de l'explosion. Après de longs débats, nous résolûmes que la révolution éclaterait à la fin de février ou dans les premiers jours de mars. Nous le priâmes d'en informer les nonces



dévoués à notre cause, et de choisir dans chaque palatinat un nonce à qui il ferait connaître le plan de la conspiration pour qu'ils se réunissent en gouvernement provisoire au moment de la révolution ; ce gouvernement provisoire serait appelé à convoquer la diète en lui imposant la condition de nommer pour chef de la force armée le général Joseph Chlopicki. Lelewel nous assura qu'il ferait tout pour seconder nos projets. Il nous promit de travailler la Lithuanie par tous les moyens possibles. Nous étions sûrs de réussir ; il ne s'agissait plus que de n'être pas découverts. En conséquence, j'établis une contre-police, et je savais les moindres démarches des conjurés. Une police intérieure surveillait chaque section.

Tel était l'état des choses au mois d'octobre 1830, lorsque j'expédiai, sous prétexte de congé, plusieurs officiers de la conspiration en Wolhynie, en Lithuanie et en Podolie, pour y préparer les esprits parmi les militaires et parmi les employés civils. La plus grande prudence leur était recommandée, et chacun d'eux était porteur d'une instruction spéciale qui devait leur servir en cas d'événemens. Le 5 novembre, Nicolas fit publier dans les journaux de Warsovie un manifeste daté de la fin du mois d'octobre de Saint-Petersbourg ; il déclarait l'intention de réprimer la révolution de juillet qui bouleversait l'Europe. En conséquence, les troupes russes se porteraient sur la frontière occidentale de l'empire. Ce manifeste changea entièrement l'état des choses. Nous rassemblâmes un conseil pour décider quelle marche nous devions suivre et si nous devions hâter le moment de la révolution. Je fis savoir à tous les délégués que le mouvement des troupes moskovites commencerait le 16 décembre ; j'en étais informé par les gens de la chancellerie privée du tzarevitch. Nous résolûmes de prévenir cette concentration de troupes sur nos frontières ; elles pouvaient être au cœur du royaume avant le 1<sup>er</sup> janvier 1831.

Les paroles de Lubecki étaient donc vraies en tout point. Je lus les copies des ordres qui furent donnés au général Vincent Krasinski, commandant le corps de réserve sous les ordres immédiats du tzarevitch ; ces ordres portaient que l'armée polonaise devait marcher en Silésie. Il n'y avait pas un moment à perdre. On confia à moi et à Urbanski le soin de tracer un plan définitif et de fixer le moment de la révolution. Nous en étions les arbitres absolus.

Un dernier serment fut échangé entre nous et les autres conjurés.

Nous jurions d'observer une obéissance aveugle, nous promettions de ne pas trahir la confiance qu'on nous donnait (c'est-à-dire de ne pas tourner à notre profit les avantages qui pouvaient résulter de cette confiance), et de remettre tous les pouvoirs à la diète et aux hommes qui avaient la confiance de la diète et de la nation.

J'allai, vers le 10 novembre, chez Lubecki. Il me confirma ce que je savais déjà, puis il m'apprit qu'au commencement de la nouvelle année l'empereur Nicolas aurait 40 millions de florins comptant pour les besoins de l'armée. Il me demanda ironiquement si nous permettrions que cette somme fût tournée contre la France, dans l'intérêt de Nicolas et non dans celui de la Pologne. Je lui dis pour toute réponse : « Quel conseil monsieur le ministre nous donnera-t-il ? — Si vous avez dans l'exécution autant de courage que vous en déployez dans vos plans, me dit-il, vous ne devez pas me demander ce que vous avez à faire. » Après avoir quitté Lubecki, j'allai chez Lelewel pour savoir s'il avait rempli ses promesses. Il me dit qu'il avait parlé à quelques personnes, que les avis différaient quant au plan, mais qu'il y avait accord pour faire une révolution ; quant à la réunion des nonces respectifs de chaque palatinat, je n'ai pu l'effectuer en si peu de temps, ajouta-t-il. Je lui fis observer que le moindre retard était funeste à la cause, et que nous devons commencer la révolution, non pas en février, mais à la fin du mois ou dans les premiers jours de décembre, par les raisons que j'ai exposées plus haut. Je lui dis que si je connaissais suffisamment quelques-uns des nonces, je leur apprendrais moi-même notre résolution. Je le priai de m'aboucher avec les nonces qui se trouvaient à Warsovie, à titre de fondé de pouvoirs de l'armée. Il me le promit ; mais peu de jours après il me dit que, si on faisait arriver les nonces, on attirerait l'attention du gouvernement ; et quant à ceux qui se trouvaient à Warsovie, ils craignaient de communiquer avec nous, mais qu'ils promettaient de nous seconder quand le temps en serait venu. Je compris qu'ils manquaient de détermination nécessaire en cette circonstance ; mais je ne témoignai pas à Lelewel mon juste ressentiment, et je ne cessai de le supplier de remplir les promesses qu'il m'avait faites. Nous résolûmes, après ces cruelles déceptions, d'agir avec nos propres forces, sans consulter qui que ce soit, et de n'admettre ces messieurs que lorsque tout serait accompli. Pour la partie civile, c'était Xavier Bronikowski qui agissait. Nous





lui dûmes l'arrangement de plusieurs affaires et la propagation du complot patriotique parmi les citoyens; il était impossible d'agir avec plus de hardiesse et plus de franchise. Il faisait partie de presque tous nos conseils.

Wysocki, Urbanski et moi nous consultâmes les anciens plans pour effectuer le désarmement des troupes moskovites; mais aucun ne pouvait nous servir, parce que les postes avaient subi un déplacement total. Je pris donc sur moi de tracer un plan. Je le fis en peu de jours et le soumis à la décision de tous nos délégués; ils l'acceptèrent à l'unanimité.

Après de longs débats, nous arrêtâmes que la révolution éclaterait le 29 novembre; ce jour nous semblait favorable à nos projets, tout le service de la garnison était fait uniquement par les troupes polonaises. On me chargea de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la confusion. Depuis lors, on m'envoyait de chaque corps un officier et un sous-officier pour remplir immédiatement mes ordres en cas d'événemens. Il y avait donc à Warsovie deux pouvoirs militaires, celui du tzarevitch et le nôtre. Nous bravions le premier, car si la révolution eût éclaté avant le terme que nous avions prescrit, elle n'aurait pas amené une grande confusion parmi nous.

Voici quel était notre plan :

Trois régimens de cavalerie de la garde russe occupaient de vastes casernes à l'extrémité de la ville à Solec. Ces casernes étaient entourées de fossés remplis d'eau, les fossés étaient traversés par des petits ponts en bois. L'incendie d'un vieux bâtiment situé près des casernes devait donner le signal, et deux mille hommes d'infanterie, cachés autour des casernes, devaient enlever les ponts et désarmer les Russes. Pour soutenir l'infanterie, nous devions placer deux pièces de l'artillerie à cheval, et trois escadrons de chasseurs à cheval de la garde polonaise. Ce point devait être défendu par le général Julien Sierawski, et en son absence par le colonel Roman. Pierre Wysocki devait remplir les fonctions de chef d'état-major.

Notre deuxième point au côté opposé était les casernes de la garde, où se trouvaient un régiment de la garde russe, un bataillon des enfans de militaires; mais ces enfans étaient en âge de porter les armes; le 1<sup>er</sup> régiment de la garde polonaise et 1,300 grenadiers des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> de ligne polonais. Les grenadiers du 7<sup>e</sup> devaient être à un poste de service, ceux du 1<sup>er</sup> devaient occu-

per Praga et les deux ponts de la Wistule, et enfin le 3<sup>e</sup>, conjointement avec le régiment de la garde polonaise, devait tomber inopinément, fusils chargés, dans la salle des gardes russes, les désarmer ainsi que le bataillon de ces soi-disant enfans. Le général François Zymirski avec deux pièces de canon devait commander sur ce point, et avait pour chef d'état-major Pierre Urbanski.

Au troisième point, à une autre extrémité de la ville, mais plus rapproché du second, étaient des casernes occupées par le 2<sup>e</sup> d'infanterie de la garde russe. Du côté de la campagne le bataillon de sapeurs devait agir, et sa façade devait être attaquée par un bataillon du 4<sup>e</sup> de ligne; un autre bataillon devait occuper un poste de service; le 5<sup>e</sup> et le 8<sup>e</sup> de ligne devaient attaquer le côté de l'arsenal. Ce mouvement avait pour but de ne pas laisser sortir le régiment russe hors de la ville, et de l'empêcher, en même temps, de s'emparer de l'arsenal. Nous savions qu'en cas de soulèvement à Warsovie ce régiment avait l'ordre de s'emparer de l'arsenal, ou de le brûler, s'il ne pouvait parvenir à s'en rendre maître. Si ce régiment essayait de s'opposer au désarmement, deux pièces de canon devaient être dirigées contre lui. Le général Mrozinski avait reçu le commandement de ce point par les ordres du général Stas Potocki; en cas d'absence, le lieutenant-colonel Paszkowicz devait le remplacer. Je devais remplir les fonctions de chef d'état-major. Sous aucun prétexte les armes de l'arsenal ne devaient être distribuées.

Le quatrième point était la banque, confiée aux soins d'un escadron de chasseurs à cheval de la garde et des sous-enseignes à cheval avec deux pièces, sous les ordres du colonel Valentin.

Le cinquième point était le faubourg de Praga; la défense en était confiée au major Pierre Kiekiernicki, à la tête de 600 hommes; son devoir particulier était la défense des deux ponts de la Wistule, pour que les Moskovites ne pussent franchir le fleuve; et, dans le cas d'une défaite, il devait couper les cordages et attirer à lui les deux ponts de bateaux. Secondement, il devait s'emparer de la poudrière, remplie de cartouches, de fusils et de canons, et faire transporter ce matériel à Warsovie. A un signal convenu, le peuple devait se porter sur quatre points dans la vieille-ville, dans la ville-neuve, sur la place de la cour du palais de Saxe et à Grzybow. Il devait s'y rendre avec les armes qu'il pourrait se procurer; on fournirait seulement les cartouches. Le



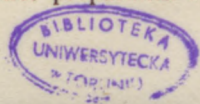
commandement en chef de tous les mouvemens, jusqu'à l'expulsion des Moskovites de la ville et de ses environs, était destiné au général Stas Potocki.

Tel fut donc le plan adopté pour Warsovie ; le plan suivant fut adopté pour les provinces.

Dans le même temps, le bataillon d'instruction russe à Blonie devait être désarmé par le 1<sup>er</sup> de chasseurs à pied, qui était à Sochaczew, sous les ordres du général Szembek. Une batterie de l'artillerie à cheval de la garde russe devait être faite prisonnière de guerre par un bataillon du 1<sup>er</sup> de ligne dirigé à Mszczonow. Une batterie de l'artillerie à pied de la garde russe en garnison à Gora devait être prise par le 2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> de ligne, posté à Tarczyn. Tout cela effectué, le colonel Mathias Rybinski arrivait à Warsovie avec l'artillerie russe et le 1<sup>er</sup> de ligne sous son commandement. Modlin, où cantonnaient les réserves de la cavalerie russe, devait être occupé par le 8<sup>e</sup> de ligne, sous les ordres du colonel Jean Skrzynecki. Notre but était de désarmer les Russes les plus rapprochés de la capitale; mais il fallait embrasser tout le pays, et à cet effet on devait, à l'instant même de la révolution, former deux colonnes : l'une à Miedzyrzecz et l'autre à Lomza. Chacune devait se composer de trois régimens d'infanterie, quatre de cavalerie et 24 pièces de canon. La première colonne avait mission d'occuper le 10 décembre la ville de Brzesc-Litewski et de désarmer les régimens en garnison de ce côté jusqu'en Wolhynie, s'ils ne pouvaient les entraîner dans notre cause. La seconde colonne devait occuper le même jour la ville de Bialystok et marcher ensuite sur Grodno, Wilna et Minsk, dans le même but. Le reste des troupes nationales composait la réserve et devait attendre pour se joindre à la nouvelle formation de l'armée à Warsovie, que l'arsenal eût pu fournir des armes, ou que l'étranger en eût envoyé. Mais si l'armée russe se concentrait précipitamment et qu'elle fut renforcée par l'arrivée de nouveaux corps, notre armée devait prendre position entre Grodno, Brzesc-Litewski, pour établir sa ligne d'opération militaire en couvrant les frontières de la Pologne du Congrès. Une faute commise par la négligence d'un des nôtres dans le premier moment de l'explosion fit manquer l'exécution de ces deux plans, comme on le verra plus tard, et cette faute, dis-je, nous força d'employer les moyens que les circonstances nous suggéraient; mais elle ébranla la confiance de nos généraux et de ceux qui devaient

prendre provisoirement la direction de ce vaste et patriotique complot.

Les 27 et 28 novembre 1830, j'expédiai des officiers dans les régimens cantonnés en province, pour leur faire savoir que la révolution éclaterait le 29 novembre à cinq heures du soir, et les instruire de ce que chacun d'eux avait à faire. Ces officiers avaient des instructions verbales pour les cas imprévus. Ces missions furent bien remplies, et dans la journée du 29 novembre les émissaires étaient de retour. A deux heures tous les ordres étaient donnés pour qu'à six heures précises, à un signal convenu, tout le monde fût sous les armes et prêt à agir. Ce signal était l'incendie d'une brasserie, située au Solec, près Laziénki. A cinq heures 40,000 cartouches dérobées dans le camp à la vigilance de l'ennemi devaient être distribuées aux patriotes révolutionnaires. La manière dont cette audacieuse et périlleuse mission fut accomplie mérite ici une mention particulière; elle prouva avec quelle obéissance aveugle nos braves exécutaient les devoirs dont ils étaient chargés. Au milieu du jour, Florian Dombrowski, lieutenant au 7<sup>e</sup> de ligne et délégué des compagnies de grenadiers des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> régimens, conjointement avec Joseph Przyborowski, sous-lieutenant du 1<sup>er</sup> de chasseurs à pied, emmenèrent chacun un fourgon et deux soldats pour se rendre au camp. Ils arrêtèrent le sous-officier de vétérans, changèrent les postes au nom du gouverneur de Warsovie et s'emparèrent des cartouches. Ils franchirent la barrière en disant que les fourgons contenaient des uniformes neufs pour l'armée. Ainsi tous les régimens qui conspiraient étaient munis de cartouches. Entre trois et quatre heures, je me rendis chez le général Stas Potocki, après avoir vu tous les autres chefs excepté le général Sierawski qui était absent. Les chefs devaient se rendre auprès de leurs corps respectifs pour attendre le signal qui devait être donné à six heures. Potocki était seul quand j'arrivai chez lui: je lui demandai s'il voulait tenir aujourd'hui ses promesses et sauver la patrie? Il parut embarrassé et me dit: « Comment! est-ce aujourd'hui? » Il croyait, comme beaucoup d'autres, que la révolution n'éclaterait qu'au mois de février ou de mars. Je lui répondis que les circonstances avaient hâté notre résolution, et qu'un retard nous serait funeste. Il voulut me persuader, me prouver que la réussite était impossible, n'ayant pas eu le temps nécessaire pour organiser nos préparatifs. Je ne fus point ébranlé et





lui demandai s'il voulait faire cause commune avec nous; que dans ce cas seulement je l'éclairerais sur le véritable état des choses. Il me répondit que s'il voyait la possibilité de réussir, il adhérerait à mes propositions. Je lui fis voir le plan d'attaque, la liste des conspirateurs et les ordres qui étaient donnés pour Warsovie et pour la province. Après les avoir parcourus, il se rassura et me donna la main avec attendrissement; cela équivalait à un serment. Il me demanda où il devait d'abord se rendre. Je lui dis de se trouver là, où commencerait l'attaque, près les casernes de cavalerie; et qu'il envoie son chef d'état-major, le général Mrozinski, à l'arsenal, où il apprendra le reste. Nous nous séparâmes, faisant des vœux pour le succès de notre entreprise. J'entrai au palais de Saxe, dans le corps-de-garde des sapeurs-pompier. J'écrivis un billet au ministre des finances Lubecki; je lui faisais comprendre, sans m'expliquer clairement, que la révolution allait éclater la nuit même, mais qu'il soit entièrement tranquille sur la Banque, qu'elle serait bien gardée. Je donnai ensuite des ordres à l'officier qui était de service au spectacle, et je me rendis à l'école d'artillerie pour avertir le colonel Valentin d'Hauterive son chef, et à l'officier de service Nowosielski, qu'il devait se rendre au camp pour s'emparer de quatre pièces de canon et des fusées à la Congrève qui se trouvaient dans le laboratoire. Tout ceci fut exécuté avec autant de prudence que de dévouement. J'allai à l'arsenal; il était cinq heures et demie. Lelewel était informé de tout depuis trois jours; il n'y avait donc plus qu'à attendre le signal.

Les grenadiers du 5<sup>e</sup> de ligne s'assemblaient derrière le *jardin Krasinski*. Dans l'espace d'une demi-heure ils y étaient tous, et se distribuaient des cartouches, quoique ce fût tout près du logement du gouverneur Lewicki, et que tous les ordres pour la garnison partaient de lui. Quant aux autres régimens qui faisaient partie de la conspiration, ils répondaient au *qui vive*, quand on les voyait réunis sur un point, qu'ils faisaient une patrouille générale, ce qui avait souvent lieu à Warsovie. Au reste, quiconque voyait une réunion sur un point ne pouvait pas se douter qu'il en était de même ailleurs. Quatre-vingts élèves de l'université et d'autres citoyens, ayant avec eux quelques sous-enseignes à pied, devaient attaquer le Belvédère (résidence du grand-duc Constantin), dès que le signal serait donné et que l'armée commencerait à agir. Ils devaient, dis-je, attaquer le



Belvédère et tuer le grand-duc. Les élèves se rassemblaient dans le bois de Lazienki, le rendez-vous pour recevoir les ordres était la statue de Sobieski. Les généraux et officiers russes devaient être arrêtés et emprisonnés au moment où ils voudraient se rendre dans les casernes, quoique leurs communications avec leurs troupes fussent interceptées par les nôtres. Les autres chefs devaient être arrêtés dans leurs logemens, excepté Gendre, Jass et deux autres exécuteurs aveugles des ordres du tzarevitch ; ceux-là, dis-je, devaient être tués. Si parmi nos généraux polonais il s'en trouvait qui voulussent nous opposer de la résistance, ils devaient subir la peine de mort. Alexandre Rozniecki, Vincent Krasinski, Maurice Hauke, Rautenstrauch, Blumer, Trembicki, le colonel Meciszewski et le vice-président de la ville de Warsowie, Mathieu Lubowidzki, tous connus pour traîtres à la patrie, et les plus vils des hommes, méritaient bien la peine de mort. Il y avait encore un grand nombre de coupables ; on devait les arrêter et les mettre en jugement. Le décret en était rendu deux semaines avant dans une réunion de délégués ; ce décret avait passé à l'unanimité.

Le 29 novembre 1830, quand six heures venaient de sonner, tout le monde était sous les armes, tous les regards étaient tournés sur Solec, le moment de la vengeance et du triomphe était venu. Les gibernes étaient remplies de cartouches, les armes chargées. On annonça aux soldats ce dont il s'agissait, et on leur demanda s'ils voulaient se dévouer à notre cause. Ils répondirent unanimement : *Mort aux tyrans, vengeance pour notre patrie et nos libertés ! Nous couvrirons de nos poitrines les Français et nous nous unirons à eux pour reconquérir la liberté et sauver la Pologne !* On attendait le signal avec la plus vive impatience et le signal ne paraissait pas. Une heure entière se passa dans une inquiétude toujours croissante ; les peureux surtout étaient dans une perplexité extrême. Les régimens m'envoyèrent des officiers pour me demander ce qu'il y avait à faire ; ils m'annonçaient en même temps que les Russes soupçonnaient nos démarches et qu'ils étaient tous sous les armes dans leurs casernes. Nos officiers, me faisaient-ils dire, commencent à s'alarmer ; ils veulent licencier les compagnies, croyant qu'ils sont trahis.

Mon impatience n'avait plus de bornes ; il était sept heures et demie et le signal n'avait point paru. Je ne doutais pas que



l'imprudence ou la négligence de Wysocki n'en fût cause. Je voyais que nous perdions sans retour les avantages que nous donnaient la mort du tzarevitch et le désarmement des troupes moskovites. En conséquence, je donnai ordre que toutes les troupes, excepté celles qui devaient occuper Praga, se réunissent près de l'arsenal ; un signal leur ferait connaître le moment où il faudrait exécuter cet ordre. Je fis mettre le feu à une maison en bois attenante à l'arsenal ; l'incendie éclata à la minute. N'ayant près de moi que les compagnies des grenadiers du 5<sup>e</sup>, je les plaçai des deux côtés de la rue menant à l'arsenal, avec ordre d'arrêter les officiers russes afin de les empêcher de rejoindre les casernes. Moi-même j'arrêtai trois généraux et plusieurs officiers ; deux de ces généraux commandaient les gardes russes à pied : c'était Engelmann et Essakoff. Au travers de ces événemens le régiment de la garde russe en débouchant par deux rues marcha sur moi la baïonnette en avant. Je fis un triple feu, je leur tuai une centaine d'hommes ; ils s'arrêtèrent, puis recommencèrent à tirer, ils me tuèrent trois hommes. Dans le moment de cet engagement, un bataillon du 4<sup>e</sup> de ligne enfonça les Russes à la baïonnette et les força à la retraite. C'est alors que fut tué le général Blumer. Le gouverneur de la ville, Lewicki, échappa miraculeusement à la mort, étant exposé à une grêle de balles et à la pointe des baïonnettes ; le kosak qui le suivait fut tué à quelques pas de lui. Sur ces entrefaites, j'entendis derrière moi de nouvelles décharges de fusils ; j'y courus, et je trouvai Wysocki avec la compagnie des sous-enseignes à pied, qui venaient de tuer le général Trembicki et un peu avant le général Hauke, ministre de la guerre, le colonel Meciszewski et l'innocent général Nowicki qui fut pris pour Lewicki. Je demandai impérieusement à Wysocki pourquoi il n'avait pas donné le signal convenu et qu'il me dise ce qu'étaient devenus le tzarevitch et la cavalerie russe. Il me dit que croyant la paille suffisante pour incendier la maison, il ne s'était muni d'aucun combustible (et Wysocki lui-même m'avait dit quelques jours avant qu'il avait reçu secrètement des combustibles de l'arsenal par l'entremise du lieutenant Charles Stolzmann). Il m'apprit que le tzarevitch vivait encore, et que le Belvédère n'avait été attaqué que par quatorze patriotes au lieu de quatre-vingts comme cela devait être, mais que Gendre et le vice-président de Warsovie, Lubowidzki, avaient été tués. Voyant que la maison ne prenait pas feu, ajouta Wysocki,

conjointement avec Charles Szlegel, et à la tête de la compagnie des sous-enseignés à pied, nous commençâmes à tirer contre les casernes de cavalerie russe, qui sortit d'abord tout effrayée; mais, ne pouvant pas lutter long-temps avec elle, nous nous retirâmes et nous arrivons certains de vous trouver ici. A présent dites-nous ce qu'il y a à faire, nous nous soumettons à vos ordres. Ma colère n'avait point de bornes, et je traitai Wysocki sans ménagement; mais le temps était précieux: il fallait agir; j'apprenais que le tzarevitch était à la tête de trois régimens de cavalerie russe, et que par la faute de Wysocki, Paszkowicz, Roman et le régiment de la garde polonaise n'étaient point informés que la révolution devait éclater la nuit même, et que par suite aussi de cette incalculable faute le général Vincent Krasinski et le colonel Kurnatowski avaient amené au tzarevitch un régiment dont les officiers n'étaient point instruits de la conduite qu'ils devaient tenir envers leurs chefs. Mille hommes d'infanterie qui se rendaient à leur poste ne voyant pas le signal convenu, venaient d'être entourés par la cavalerie russe, qui avait été attirée hors de ses casernes par la fusillade de Wysocki; ces mille hommes d'infanterie étaient faits prisonniers de guerre. Le général Zymirski fut effrayé au dernier point en voyant que le régiment de la garde polonaise n'avait point attaqué les Russes; ce régiment, qui était prêt comme les autres, attendait le signal pour agir; mais le signal ayant manqué, le général Zymirski s'unit aux Russes. L'inquiétude gagnait les officiers, et cinq compagnies vinrent me joindre pour voir ce qu'il y avait à faire. Le major Kiekiernicki fut le seul qui, sans calculer aucun danger, se rendit à son poste et s'acquitta honorablement de sa mission; cela nous sauva momentanément. Je ne puis passer sous silence un fait remarquable. Woloszynski, officier au 3<sup>e</sup> chasseurs à pied, ne voyant pas le signal et ignorant ce qui se passait, allait toujours en avant avec sa compagnie, quand tout à coup il est entouré par la cavalerie moskovite; puis un instant après survient le tzarevitch qui cherche à le persuader de s'unir à sa cause. Woloszynski, impatienté de ces tentatives, saisit le fusil d'un soldat et vise le tzarevitch; trois fois le fusil rate, et le tzarevitch effrayé a le temps de prendre la fuite. La cavalerie russe entoure Woloszynski; il est pressé par le nombre, mais la nuit protège sa fuite; il arrive avec quelques-uns de ses braves



collègues jusqu'à l'arsenal, tandis que les autres officiers moins compromis restent avec le tzarevitsch.

Je reprends mon récit. A neuf heures la partie de nos troupes qui avait pu arriver jusqu'à nous s'était réunie près de l'arsenal. Après avoir compté nos troupes, nous vîmes que le tzarevitsch en avait trois fois plus. Cela ne me découragea pas; je plaçai ma troupe de façon à pouvoir être maître de plusieurs rues. Et quoique les Russes nous entouraient, je fis tout mon possible pour maintenir des communications avec la Wistule et Praga. Je fis occuper les points principaux par l'artillerie et je fis garder la Banque; mais à mon grand regret on fut forcé de prendre les armes de l'arsenal, et c'était le commencement de nos malheurs. Le général Potocki, voyant que nous épuisions sitôt nos ressources, perdit la tête, et maudit l'instant où il s'était laissé entraîner; il savait que les armes de l'arsenal devaient rester intactes, et il cherchait à empêcher la distribution des armes aux citoyens. La fatalité voulut qu'il fût pris pour un traître par quelques-uns d'entre eux; on le blessa mortellement, et nous perdîmes un chef. Après lui personne ne voulut prendre le commandement. Je réunis donc plusieurs officiers et leur déclarai que je prenais le commandement puisque personne ne voulait s'en charger, et que je punirais de mort la moindre infraction à mes ordres. Ma résolution fut approuvée, et à minuit tout était rentré dans l'ordre.

J'allai chez Lubecki, je lui dis qu'avant toutes choses il devait convoquer un conseil composé ainsi qu'il suit : Adam Czartoryski, Louis Pac, Michel Radziwill et Joachim Lelewel, pour remplacer les créatures du despote. Ce conseil était dans le but de nous choisir un chef. Je quittai Lubecki en lui disant que s'il nous trahissait, s'il voulait s'unir au tzarevitsch, il le paierait de sa vie; mais j'avais pris mes précautions à l'avance, je le faisais surveiller par deux de nos officiers conspirateurs qui me faisaient savoir toutes ses démarches et si Lubecki eût cherché à se sauver, ils avaient ordre de l'arrêter.

A la même heure, le tzarevitsch occupait une partie de la rue du faubourg de Krakovie, la place du palais de Saxe et Grzybow, d'un côté avec la cavalerie russe et l'infanterie polonaise qui nous avait été prise, de l'autre avec l'infanterie russe et la plus grande partie de la garde polonaise trahie par Zymirski. Ces

dernières troupes pouvaient nous attaquer par derrière ; mais le tzarevitsch n'avait point d'artillerie. Sur les une heure du matin, le 30 novembre, on répandit le faux bruit que les cuirassiers russes arrivaient à toute bride pour nous charger et qu'ils étaient déjà dans la rue du Miel. Le peuple refoulé se sauvait précipitamment. L'obscurité m'empêchait de voir ce qui se passait à l'autre bout de la rue ; mais quand les flots de peuple se furent écoulés, je fis tirer deux coups de canon à boulet et deux à mitraille ; ce fut en vain, les cuirassiers étaient beaucoup trop éloignés, mais cela servit à jeter l'épouvante. Le tzarevitsch quitta la ville et ne s'arrêta que dans le faubourg. Bronikowski, parmi les civils, fut le seul qui remplit toutes les obligations de sa mission. Il parcourait les rues à la tête d'un petit nombre de conspirateurs ; il provoquait le peuple à prendre les armes et à frapper les Moskovites. Tout ceci se passait dans la vieille ville. Mais les secours les plus efficaces nous vinrent de la part des élèves de l'université. Ils harcelaient les russes sur plusieurs points, les attaquaient sur d'autres, et les forçaient à la retraite. Le lendemain ils se formèrent en corps de bataille sous les ordres du professeur Chrétien Lach Szymra ; ces jeunes gens se conduisirent comme de vieux soldats et ils servirent d'exemple au reste des habitans pour l'ordre qu'ils observèrent partout.

A deux heures du matin, Lubecki me fit dire que le général Chlopicki acceptait le commandement et qu'il se mettrait à la tête de l'armée le lendemain à huit heures, à la seule condition que je me maintiendrais dans la position que j'occupais jusqu'à ce moment. Je l'annonçai immédiatement à l'armée qui témoigna le plus vif enthousiasme, et s'anima du meilleur esprit. En attendant, je fis venir de Praga de nouvelles cartouches et les distribuai au peuple ; je m'attendais à une attaque du tzarevitsch ; ensuite je donnai des instructions pour déjouer les marches de l'ennemi. Avant le jour j'occupais la place et la cour du palais de Saxe et le faubourg de Krakovie ; j'y fis placer de petits détachemens ayant chacun deux pièces de l'artillerie à cheval. Nous attendions avec le jour l'attaque du tzarevitsch, nous attendions l'arrivée du général Chlopicki, mais ce fut vainement. Le peuple arriva en masse sur les places principales ; le plus grand ordre régnait, mais ce peuple énergique brûlait de se mesurer avec les Moskovites. Quelques escarmouches partielles avaient déblayé les rues adjacentes de la présence de l'ennemi, qui se



repliait successivement hors de la ville. Vers midi, l'armée et le peuple murmuraient hautement de l'absence de Chlopicki. S'il est fait prisonnier, disaient-ils, qu'on nous donne un autre chef. J'allai en toute hâte chez Lubecki, pour lui demander quels étaient les motifs qui empêchaient Chlopicki de se rendre à son commandement. Il me dit qu'il ignorait ce qu'était devenu Chlopicki, et il m'apprit que le général Pac ne voulait pas se charger du commandement en l'absence du premier. Après cette réponse, j'allai chercher plusieurs officiers et j'entraï dans une des salles du ministère où se trouvait le général Pac. Montre en main, je déclarai que si dans une heure nous n'avions pas un chef, ces messieurs répondraient sur leur tête du carnage qui en résulterait; notre patience est à bout, dis-je, nous voulons agir. Mes paroles eurent un prompt résultat; à l'instant même le général Pac consentit à prendre le commandement par intérim et accompagné du général Sierawski, ils se montrèrent sur toutes les places; le peuple et l'armée les reçurent aux plus vives acclamations. Deux heures après, Chlopicki arriva et prit enfin le commandement en chef. Tel fut mon commandement de vingt heures. Je restai cependant toute la nuit suivante avec l'armée, je craignais quelque trahison et je recommandais à tous les conspirateurs d'être sur leurs gardes, ce qui fut strictement observé jusqu'au lendemain matin.

A la pointe du jour j'allai à la Banque et j'appris avec douleur que la province n'avait point encore agi. L'effroi s'était répandu en apprenant que le tzarevitch n'avait pas été tué dans l'attaque du Belvédère; on disait qu'il assiégeait Warsovie et que les régimens polonais restaient inactifs, enfin que le bataillon d'instruction russe, à Blonié, n'avait point été fait prisonnier et désarmé par le général Szembek, et qu'il s'était joint au tzarevitch, que le colonel Rybinski n'avait point cherché à s'emparer de l'artillerie russe postée à Gora et à Skierniewice, quand il apprit qu'on n'avait pas réussi à Warsovie. Par suite de ces rapports, on disait que l'artillerie s'était jointe au tzarevitch et que par tous ces motifs le colonel Skrzynecki ne se portait pas sur Modlin. La terreur s'empara des conspirateurs en province; ils n'osaient rien entreprendre de décisif.

C'est alors que je compris toute l'énormité de la faute de Wysocki, mais il n'était plus temps d'y remédier. Et malgré la perte d'un temps précieux, il fallait débrouiller cet épouvantable

chaos, pour arriver à des résultats importants. Il fallait diriger des troupes sur la Lithuanie pour y désarmer le corps d'armée.

Le colonel Stanislas Kicki, qui depuis immortalisa les champs d'Ostrolenka, rendit les plus grands services à la révolution. Avec un dévouement sublime il courait d'un régiment à l'autre en province, et les entraînait dans la révolution. Le 1<sup>er</sup> régiment sous les ordres de Szembek fut le premier qui s'unit à nous dès le 2 décembre, et qui força le tzarevitch à concentrer ses forces et à se retirer le jour même au-delà des remparts de la ville. L'armée polonaise put donc venir rejoindre celle de la ville.

Le 1<sup>er</sup> décembre, on épura le conseil, on en chassa les traitres vendus à Nicolas, on les remplaça par les hommes qui possédaient la confiance de la nation; Lelewel fut du nombre; mais cette réforme n'était pas encore suffisante pour pousser la machine avec vigueur, autant que les circonstances permettaient de le faire. Sur les trois heures du soir, je pris la résolution d'aller au conseil ainsi modifié; Urbanski m'accompagnait, Wysocki n'avait pas voulu être en tiers dans notre démarche. Je voulais déclarer au conseil qu'on ne pouvait nous sauver que par les moyens énergiques, et que si le conseil hésitait à les employer, il forcerait le peuple à se saisir des armes, à agir par lui-même, par ses propres forces et d'après ses convictions. A peine entrais-je dans la salle que le général Chlopicki m'aborda en me demandant ce que nous voulions? J'exposai les motifs qui m'amenaient. Le conseil suprême est formé, le généralissime est nommé, dis-je, et comme on ne prend aucune résolution énergique, il est de notre devoir, à nous, comme les premiers révolutionnaires, de surveiller les intérêts de la révolution, et d'amener la chose à son but. Le général Chlopicki était outré de colère, et au même moment il nous fit arrêter comme perturbateurs. Si j'eusse été sûr que cela pût être profitable pour la patrie, je pouvais à l'instant renverser le conseil et arrêter le généralissime, et me mettre à la tête de tout; mais ne pensant qu'à l'intérêt de la patrie, je remis moi-même mon épée au général en lui disant: Pour vous prouver que je sais respecter les lois, je vous remets mon épée; je ne suis point un perturbateur, j'accepte les arrêts, mais je vous déclare que je ne me départirai jamais de mes demandes et de mon but; je saurai faire exécuter ce que je veux; je ne vous parle pas en mon nom, mais au nom de toutes les troupes sous les armes. Nous nous rendîmes à la mai-



son d'arrêt, et j'aurais pu en sortir à chaque moment où je l'aurais voulu; mes gardiens étaient prêts à remplir mes ordres. J'étais même forcé de contenir leur zèle en leur disant que sous peu d'heures je serais libre et j'obtiendrais ce que je voudrais. Je fis dire au général Wonsowicz de vouloir bien venir me voir. Il vint sur-le-champ et je lui dis : Faites savoir à Chlopicki que je me suis laissé arrêter pour couvrir les apparences et donner un exemple d'obéissance aux autres; mais tous ceux qui m'entourent n'attendent que mes ordres. Je ne céderai rien de mes demandes; si Chlopicki ne veut pas me seconder, demain à sept heures au plus tard je lui prouverai que j'ai su me passer de lui. Le 2 décembre, à quatre heures du matin, Wonsowicz vint me rendre mon épée en me priant de passer chez Chlopicki; ce dernier en me voyant se confondit en excuses, et me dit qu'il ne savait pas la place que j'occupais dans la révolution, mais qu'aujourd'hui, ayant appris à me connaître, il croyait de son devoir, à titre de généralissime, de me seconder en tout. Il me dit que dans deux heures le conseil suprême allait s'assembler et qu'il m'y présenterait lui-même. A huit heures en effet, le conseil s'assembla et nous y fûmes Chlopicki et moi. Chlopicki proclama que j'étais le chef de la révolution et que je pouvais éclairer le conseil sur notre but et sur les ressources que nous pouvions avoir, mais que je voulais apprendre du conseil dans quel sens il avait agi jusqu'à présent et quelles étaient ses intentions pour l'avenir. Après cette espèce de déclaration, il sortit. Lubecki fut chargé par le conseil de me répondre, et il me dit : Le conseil, étant demeuré dans son ancienne composition jusqu'à la journée d'hier (1<sup>er</sup> décembre), n'a pu agir dans les intérêts du nouvel état de choses, et après sa réforme, ne connaissant point encore l'étendue et le but de la révolution, il n'a su quels moyens employer pour seconder les efforts des révolutionnaires; il ne pouvait agir avec certitude, par conséquent il n'a rien entrepris.

Je lui répondis que la mauvaise foi perçait à travers cette justification, car le but de la révolution était connu de lui mieux que de tout autre, et qu'il aurait pu éclairer ses collègues sur les questions les plus importantes. Il me répondit que tant que les hommes contraires à la révolution faisaient partie du conseil, il croyait de son devoir de ne pas dévoiler ses projets et son but; mais qu'aujourd'hui, ce conseil étant composé de personnes qui

connaissaient mieux la situation des choses, elles pouvaient se prononcer catégoriquement, mais que lui, ne possédant pas à un haut degré la confiance publique, il ne pouvait se montrer actif, et que d'ailleurs il ne savait pas si ses principes étaient d'accord avec ses nouveaux collègues; il attendrait donc pour agir la manifestation de leurs opinions.

Je répétais encore ce que j'avais dit tant de fois : que le but de la révolution était la conquête de notre ancienne indépendance, la conquête des droits et des institutions en harmonie avec le siècle; que nous voulions enfin préserver l'Europe de l'envahissement de la barbarie du Nord. Pour arriver à ce but nous n'épargnerons rien, dis-je, et si nos ressources sont diminuées par un premier échec, elles ne sont point épuisées, elles sont encore grandes et puissantes; tout dépendra de l'énergie et de la promptitude de l'action. Je demandai au conseil de faire connaître à tous les régimens en province que Warsovie était délivrée de la présence des Moskovites et que le tzarevitch ne tarderait pas à s'en éloigner aussi. Alors toutes les troupes firent cause commune avec nous, et si le tzarevitch hésitait à se soumettre, son corps d'armée serait anéanti, et dans cette lutte nous ne pourrions garantir sa personne. Lubecki me fit une observation très juste, il me dit qu'il fallait d'abord vaincre le corps d'armée et ensuite imposer des conditions au tzarevitch, car nous n'avions que 5,000 hommes, tandis que le tzarevitch en avait plus du double; que de plus il était en rase campagne, et qu'il augmenterait son armée, en se retirant, de tous les régimens qu'il trouverait sur son chemin. Cette observation était d'autant plus fondée que Modlin n'était pas encore occupée par Skrzynecki.

Il fallait donc se résigner et mettre à exécution ma première proposition; mais quant à la seconde, on ne devait la mettre à exécution que dans le cas où nous n'aurions pas réussi avec les troupes qui s'étaient unies à nous dès le 29 novembre. Lubecki finit par témoigner un grand attendrissement (mais comme on le verra plus tard, c'était un lâche et misérable hypocrite). Il dit qu'il donnerait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour atteindre un but si glorieux et si utile à la patrie. Plusieurs membres du conseil en dirent autant que lui, particulièrement le ministre de l'intérieur, Thadé Mostowski. Le temps prouva que ces démonstrations n'étaient qu'un moyen pour échapper à la potence.



Cependant depuis ce moment les affaires marchaient mieux et avec plus de franchise. On résolut d'envoyer une députation au tzarevitch dans le but de l'inviter à quitter le pays et de rendre le corps d'armée qui était sous ses ordres. Le seul fait important de cette mission mérite une mention particulière. Le tzarevitch soutenait que ce n'était qu'une partie de la garnison qui s'était révoltée et que le reste de l'armée polonaise lui était restée fidèle. Ceci se passait en la présence de Lelewel, qui par hasard regardait sa montre en ce moment. Il prononça ces seuls mots : *Pas encore*. Le tzarevitch en fut tellement effrayé qu'il abandonna tous ses projets, renvoya l'armée polonaise à Warsovie, et que lui-même commença sa retraite en remontant la Wistule pour se diriger dans l'intérieur de la Russie. Ainsi mes quatre coups de canon tirés en l'air et un regard machinal de Lelewel sur sa montre chassèrent de Warsovie et ensuite du royaume, le tyran qui opprimait l'infortunée Pologne.

Le colonel Kicki dans son inépuisable dévouement, se rendit le 4 décembre à Modlin; il occupa cette forteresse et désarma les escadrons de la réserve russe. Nous reprîmes donc ce point important perdu jusqu'ici pour notre cause par la faute de Skrzynecki. Peut-être dès cette époque était-il mauvais Polonais.

Du 2 au 6 décembre, j'assistais régulièrement aux séances du conseil suprême, ce qui me mettait à même de connaître et d'apprécier le mérite et le caractère de ses membres, et je fus complètement désenchanté. J'avais cru jusqu'ici que l'éducation et peut-être la naissance relevaient l'homme et lui donnaient la force du caractère et l'énergie; mais je vis que ces éducations de salons ôtaient à l'âme toute sa force et le principe de toutes les grandes actions.

Un club patriotique se forma le 2 décembre; plusieurs des nôtres s'y firent inscrire, mais par malheur on y était admis sans difficulté et beaucoup de traîtres vendus à Nicolas s'y glissèrent et empêchèrent tout bon résultat. Le soir du 2 décembre, le club envoya auprès du conseil une députation. Les représentans du club soumièrent quelques bonnes observations; mais la plupart prouvaient une ignorance complète du véritable état des choses. Ils demandèrent le renvoi de plusieurs membres composant le conseil actuel et de les remplacer par les hommes de la révolution; mais ils désignaient des

caractères sans consistance, des gens qui n'appartenaient pas à la conspiration par suite de leur conduite équivoque ou immorale. Ce projet fut donc rejeté et nous aimions mieux voir à la tête du gouvernement les hommes faibles que ceux qui cherchaient leur propre élévation.

Le 3 décembre, l'armée polonaise qui était auprès du tzarevitch rentra dans la ville. Ses chefs et nommément Vincent Krasinski reçurent le prix de leurs lâches actions. Le peuple et l'armée demandèrent la tête de Krasinski au moyen d'un décret; il fut par conséquent arrêté. On promit qu'il serait jugé comme prisonnier d'état. J'ignore pourquoi on ne tint pas cette promesse et pourquoi on laissa échapper Krasinski et plusieurs de ses pareils.

Depuis ce jour jusqu'au 6 décembre, on s'occupait de réunir l'armée dispersée sur différens points et on cherchait à propager la révolution dans les provinces. La jeunesse avait entrepris cette grande tâche avec un dévouement admirable; elle trouva des ressources en elle-même, elle ne comptait que sur ses propres forces, elle n'avait aucune ambition; le salut de la patrie était son seul but. Il est hors de doute, et personne ne le niera, que sans les officiers subalternes, sans les élèves des écoles, et sans la classe laborieuse des habitans, la révolution n'eût jamais réussi. La classe supérieure et les employés à gros gages, corrompus par l'influence moskovite, étaient insensibles aux malheurs et à la dégradation de la nation. Regorgeant d'or mendié aux pieds du trône, chamarrés d'ordres, affublés de titres étrangers de princes ou comtes par la grace du despote, pour eux le pays le mieux gouverné était celui où la volonté du maître leur était favorable, où tout le mérite consistait dans l'art de flatter et de ramper. La jeunesse au contraire n'était point corrompue, ni la classe laborieuse des habitans. Les affaires allaient lentement dans le conseil; de bons projets y étaient discutés, mais on manquait de détermination et d'énergie pour les mettre à exécution. On décida de confier provisoirement le pouvoir à un seul, avant que la diète qui devait s'assembler prononçât une autre forme de gouvernement; ce qui eut lieu le 6 décembre, lorsque le pouvoir dictatorial fut accordé au général Chlopicki; mais en cela on agit encore sans dignité et sans franchise, car on confiait le pouvoir à Chlopicki, et on voulait qu'il eût l'air de s'en être emparé par sa propre autorité.

Dès ce moment je cessai d'être homme public, et je me con-



centrai dans une action purement individuelle; chacun de nous en fit autant. Nous nous promîmes tous de placer notre confiance dans le dictateur et surtout dans la diète; nous pensions que les représentans de la nation ne voudraient pas la trahir. En reprenant nos grades inférieurs dans l'armée, nous jurâmes de nous battre jusqu'à la dernière extrémité. Nous n'aspirions à aucune récompense, nous remplissions un devoir sacré en cherchant à délivrer la patrie d'une longue oppression, et nous voulions transmettre aux générations les plus reculées la haine du despotisme que nous portions dans nos cœurs.

Le corps d'armée de Lithuanie comptait dans son sein soixante de nos braves complices. Je résolus de me rapprocher d'eux pour leur dire de se tenir prêts au moment où les hostilités commenceraient, afin qu'ils entraînaient dans notre cause leurs amis et les soldats révoltés. Je confiai mon projet au général Szembek, alors gouverneur de Warsovie, et à Lelewel, les priant de le communiquer secrètement au dictateur. Ils le firent, et Chlopicki m'appela pour me demander par quels moyens j'étais parvenu à entrer en relation avec les officiers du corps d'armée de Lithuanie. Quand j'eus satisfait à sa demande, il m'engagea à lui donner la liste de ces officiers. Comme si je prévoyais quelques malheurs, je lui dis que je ne l'avais pas, mais que je la lui enverrais et qu'elle serait plus exacte que celle que je pourrais lui donner en ce moment. Chlopicki me dit qu'il s'était entretenu à ce sujet avec Lubecki, que ce dernier voulait connaître cette liste, espérant y trouver des personnes de sa connaissance, et que, dans ce cas, il tâcherait de les employer utilement. Il me conseilla d'aller voir Lubecki pour en parler. J'y allai avec Szembek, et nous eûmes une longue conversation. Il sembla approuver toutes mes démarches ultérieures, et il me questionna sur une infinité de détails; mais je fus plus réservé avec lui qu'avec le dictateur, et je lui dis tout franchement que je donnerais de plus amples détails si j'avais l'espoir d'en retirer quelque avantage pour la cause nationale. Je lui demandai les moyens d'arriver à un résultat immédiat, puisqu'il avait des relations si étendues en Lithuanie. Il me répondit, en présence du général Szembek, qu'ayant quitté la Lithuanie depuis long-temps, ses relations avaient perdu de leur importance comme particulier, et que, comme ministre, il ne pouvait avoir aucune relation de ce genre. Puis, me prenant à part, il me dit : Dans la position actuelle, il ne faut pas

compromettre les Lithuaniens, car, en cas de non-réussite, ils seraient plus sévèrement punis que les autres. Je lui répondis que notre devoir était de leur donner des conseils, de leur indiquer les moyens de réussir, et qu'il dépendait entièrement d'eux de les rejeter ou de les accepter. Au reste, ajoutai-je, je suis bien étonné que monsieur le ministre, qui poussait si vivement à l'action révolutionnaire, émette des réflexions qui tendent à l'arrêter dans son développement. Il se troubla, et me dit qu'il ne parlait de la sorte que pour calculer toutes les chances du projet, mais qu'il était loin de sa pensée de vouloir l'abandonner. Si par hasard la chose ne réussit pas, ajouta-t-il, le royaume de Pologne peut être protégé par la protection des puissances signataires du congrès de Vienne, tandis que rien ne pourra préserver la Lithuanie de la vengeance et de la cruauté de Nicolas. Je vis clairement que Lubecki ne secondait pas mes desseins. Je lui demandai dans quel but nous faisons la révolution, et si nous devons borner notre action dans un cercle si rétréci. A cela il me répondit qu'après l'ouverture des hostilités, et lorsque les autres puissances s'en mêleraient, la Pologne ne pourrait qu'être agrandie par la voie des négociations sans compromettre les provinces. Mais, répliquai-je, s'il n'y a pas de manifestation de leur côté, Nicolas pourra dire qu'elles ne veulent pas être unies à la Pologne. Lubecki parut convaincu, mais nous nous séparâmes peu satisfaits l'un de l'autre.

Cet entretien produisit sur moi une forte impression; il était facile de voir que Lubecki cachait quelque mystère contraire à nos intérêts. Je retournai chez Chlopicki, et lui dis que le ministre ne paraissait ni pour ni contre le projet en question; mais que je croyais de mon devoir de chercher à augmenter nos forces autant que nous le pourrions: au moins, dis-je, la patrie n'aurait rien à nous reprocher. Chlopicki me répondit: Je vous laisse entièrement à votre volonté; mais quand vous serez décidé à partir, vous ferez connaître vos projets au général Mrozinski, chef de l'état-major général. Il lui écrivit un billet dans lequel il le pria de seconder mes intentions. Il me remit en outre tous les pleins-pouvoirs indispensables. J'allai chez le général Mrozinski, je lui demandai de m'adjoindre deux officiers conspirateurs, Antoine Wyzykowski, du régiment dont je faisais partie, et Antoine Czarnecki du 5<sup>e</sup> de ligne, tous deux originaires de Lithuanie. Nous nous séparâmes de concert pour ce voyage. J'eus avant une en-



treuve avec Lelewel qui partageait entièrement mon opinion et qui me secondait en cela par tous les moyens possibles ; mais la trahison renversa toutes nos espérances. Quel est celui qui nous trahit entre Chlopicki , Lubecki , Mrozinski , Szembek et Lelewel ? car les officiers qui étaient avec moi ne connaissaient pas mon projet ; ils me secondaient avec dévouement sans chercher à le pénétrer.

Le 8 décembre, avant mon départ, je sus positivement que Lubecki et le nonce Jean Jezierski se rendaient en députation à Pétersbourg, et Lubecki m'avait solennellement assuré qu'il n'irait pas. J'allai chez Lubecki pour lui demander l'explication d'une telle conduite. Il se renferma dans son système de dénégation. Le dictateur veut que je parte, me dit-il, mais j'en'y consentirai pas. Je lui rappelai la promesse qu'il m'avait faite après le 29 novembre : qu'il dévoilerait les desseins de la cour de Pétersbourg à l'Autriche, à la Prusse, à l'Europe entière. Il me jura de nouveau que c'était son intention, et qu'il ne cesserait jamais de servir sa patrie avec zèle et fidélité, et de partager son sort quel qu'il soit. Non content de cette assurance, j'allai le lendemain 10 décembre chez le dictateur, et lui remis la liste des officiers conspirateurs dans l'armée polonaise. Je voulais qu'il sût sur qui il devait compter dans les circonstances difficiles, et je voulais que leurs noms passassent à la postérité comme le plus bel exemple de sacrifice et dévouement à la cause nationale. Dans mon entrevue avec le dictateur, je lui demandai si Lubecki partait pour Pétersbourg. Il me répondit que rien n'était encore décidé.

Je quittai Warsovie le 10 décembre, et, deux jours après, j'ai appris que Lubecki était parti en députation pour Pétersbourg. La lâcheté et la perfidie de cet homme se montrèrent dans tout leur jour. Si la révolution eût réussi, il eût cherché à arriver par elle au faite des grandeurs ; mais, prévoyant nos malheurs, il voulut reprendre son ancienne position. Peut-être Lubecki n'était-il que l'exécuteur des plans du cabinet de Pétersbourg, et faisait-il abnégation de ses propres sentimens ; je l'ignore, je n'écris que ce que je sais avec certitude. Le temps et la position de Lubecki à la cour de Nicolas prouveront s'il a abandonné par faiblesse la cause nationale, ou s'il s'était chargé d'un rôle de joueur diplomatique dans les intérêts de son maître. Dans les deux cas il est coupable ; mon opinion est qu'il a agi par peur. Pensant que j'étais le seul qui connaissais son influence sur la révolution, il voulait me li-

vrer aux Moskovites ; ma mort l'eût délivré d'un confident qu'il redoutait ; après moi, rien ne pouvait plus le compromettre. C'est tout pénétré de cette pensée qu'il se rendit à Pétersbourg. Je suis intimement convaincu qu'il avait donné mon signalement au général russe Rosen, commandant du corps d'armée de Lithuanie, et qu'il l'avait informé du but secret de mon voyage.

De Warsovie je me rendis à Tykocin et à Ciechanowiec ; là je parvins à établir des communications avec les conspirateurs, et je recevais les rapports qui m'instruisaient de ce qui se passait dans les régimens en garnison de ce côté jusqu'au quartier-général du général Rosen, ainsi que des réserves qui arrivaient du fond de la Lithuanie pour se joindre au parti national. Après avoir pris mes dispositions sur ces deux points, j'allai à Lomza, je procédai de la même manière, et j'établis des communications au-delà de Kowno, Mereczet Grodno.

C'est à Lomza que je lus un article d'un journal de Warsovie sur notre révolution ; l'article était signé *Pierre Wysocki*. Mon étonnement égala ma colère quand je vis qu'un tissu de mensonges pouvait porter un coup mortel à la révolution ; sa marche, son explosion, tout était attribué à Wysocki et point à la nation. J'avais été témoin des sacrifices et du dévouement des habitans du palatinat d'Augustow ; mais après avoir lu cet article chacun se refroidit ; on croyait voir un complot d'hommes cherchant leur propre élévation. On calcula alors son dévouement et ses sacrifices.

Wysocki, par sa coupable négligence, avait fait avorter le premier développement de la révolution ; il ne voulait plus se mêler de rien tant que j'étais à Warsovie ; mais immédiatement après mon départ il écrivit des mensonges qui jettent une fausse lumière sur l'ensemble de ce grand mouvement révolutionnaire. Je connaissais une belle ame à Wysocki, je ne comprenais pas qu'il eût voulu s'abaisser à ce point, lui qui avait donné des preuves de son attachement à la patrie ; mais, comme je l'avais pensé après mon premier mouvement d'indignation, il fut entraîné dans cette démarche par des hommes perfides qui réussirent en flattant sa vanité.

J'envoyai immédiatement aux journaux de Warsovie une réfutation de l'article en question, et mon article ne fut pas imprimé. Je fis plusieurs tentatives toujours infructueuses grace aux personnes qui avaient trompé la religion de Wysocki.



Sur ces entrefaites, la diète s'assembla (le 18 décembre); elle appela les citoyens à une nouvelle action, et déclara l'insurrection de Warsovie révolution nationale. Alors tous les esprits se réunirent; mais j'avais toujours la crainte que l'article de Wysocki n'eût une fatale influence, et c'est ce qui arriva.

J'étais coupable autant que ceux qui permirent de publier cet article; ma faute à moi était, en quittant Warsovie, de n'avoir pas fait prendre l'engagement mutuel à tous les conspirateurs de ne rien publier sur la révolution avant l'entière délivrance de la patrie. La révolution était l'œuvre de la nation; elle voulait briser le joug oppresseur et reconquérir ses droits. Nous avions placé toutes nos espérances dans la diète qui avait surpassé notre attente en déclarant à l'unanimité la révolution nationale. C'était donc un crime de s'attribuer l'œuvre de la nation tout entière. Jamais nous n'aurions osé commencer, jamais nous n'aurions été en état de rien terminer sans le concours de toute la nation; nous ne primes sur nous que l'initiative d'exécution. Ceux qui prirent le plus de part à cette grande entreprise ne devaient pas s'en vanter; il fallait attendre que nos efforts fussent couronnés d'un véritable succès, et Wysocki se vantait à son début. Je laisse au reste cette affaire au jugement éclairé de l'opinion. Je reprends ma narration.

Sur la route de Kowno, je visitai Merecz et les environs de Grodno. Sur ces trois points j'avais établi des communications avec les officiers du corps d'armée de Lithuanie, et je recevais continuellement les nouvelles et les rapports, lorsque tout à coup j'appris les dispositions de Nicolas qui ordonnaient d'éloigner du corps d'armée du général Rosen tous les officiers qui avaient des idées libérales, et de les envoyer au fond de la Russie pour y former des bataillons de réserve. Ils furent remplacés par des ignorans, des gens incapables amenés des extrémités de l'empire. Cette réforme eut lieu dans les premiers jours de janvier. On éloigna non-seulement les officiers qui étaient en rapport avec moi, mais le plus grand nombre de ceux qui étaient disposés à servir la bonne cause. Il s'en trouva cependant quelques-uns qui surent déguiser leurs sentimens et qui restèrent à leur poste.

J'étais donc trahi par une des cinq personnes que j'ai nommées plus haut: elles seules connaissaient mes projets et mon but. Mes soupçons s'arrêtaient particulièrement sur Lubecki et Mrozinski.

Je fis part à l'instant même de mes soupçons au dictateur et le priai de faire mettre à exécution le projet que j'avais formé avant mon départ; il consistait dans l'organisation d'une guerre de partisans répandus sur tout le royaume. Mon plan consistait à élever d'abord un petit corps de partisans composé de 1,000 hommes, entretenus par les conquêtes faites sur l'ennemi. On ne devait y être admis qu'après avoir prêté serment d'observer la plus sévère subordination, et de supporter tous les sacrifices pour la cause de l'humanité et de la patrie. On devait jurer aussi de respecter et de défendre la propriété des citoyens sans distinction d'opinion et de religion, enfin de ne prendre que les objets de première nécessité. Les captures faites sur l'ennemi et qui ne dépasseraient pas 50,000 florins de Pologne devaient servir de solde, c'est-à-dire la cinquième partie; le reste devait être partagé également entre ceux qui s'en seraient emparés. Ceci avait trait aux caisses des régimens et aux caisses de l'état; mais l'argent qui serait trouvé sur les officiers ou soldats ennemis appartiendrait de droit à celui qui s'en serait emparé; les armes et les uniformes, en cas qu'ils ne fussent pas utiles, seraient gardés en réserve pour les nouveaux partisans. Je devais nommer les officiers de tout grade, et à chaque élévation de grade ils devaient prêter un nouveau serment. La dégradation et la peine de mort m'appartenaient; tout le corps de partisans devait être entièrement sous mes ordres jusqu'au moment où il s'élèverait à 10,000 hommes bien armés et bien disciplinés; alors il passerait dans l'armée régulière et les autres corps se formeraient ainsi jusqu'à la terminaison de la guerre. Je voulais prendre le commandement des partisans dans tout le royaume, mais le dictateur s'opposa à mon projet en le remettant à un autre temps.

Toutes mes occupations dans ces contrées se bornaient donc à faire des rapports sur les mouvemens de l'ennemi. J'écrivis de nouveau à Lelewel, alors ministre de l'instruction publique, pour qu'il remit de nouveau, sous les yeux du dictateur, mon projet d'organisation pour une guerre de partisans; outre cela, j'écrivis directement au dictateur pour le même objet, et je lui demandai la permission de rejoindre mon régiment s'il ne croyait pas utile l'exécution de mon projet. La réponse fut un ordre formel de ne point organiser un corps de partisans, par la raison que cela empêcherait la formation d'autres régimens. Le dictateur ne me permit pas de rejoindre mon régiment; il



prétextait que je pourrais être utile plus tard dans ces contrées.

Je commençai à pénétrer le fond de cette affaire, je vis qu'on me craignait et qu'on me surveillait comme un homme dangereux. J'avais placé toute ma confiance dans la diète, je n'avais aucun but politique, je me bornai entièrement à mes devoirs militaires; et, quoiqu'il me fût défendu d'être actif, je faisais tout ce qui était en mon pouvoir. Czarnecki et Wyzykowski me secondaient avec un grand zèle. Nous ouvrîmes des souscriptions pour acheter en Prusse des cartouches, de la poudre et du plomb, et en peu de temps nous eûmes 80,000 cartouches de tout calibre. Je restai dans cette position jusqu'à l'abolition de la dictature, quand le général Michel Radziwil fut nommé généralissime.

Me sentant hors de la dépendance de Chlopicki, je me rendis à Warsovie pour obtenir du généralissime la permission d'exécuter mon projet, ou l'ordre de rentrer dans mon régiment. Radziwil consentit à ma première demande; mais il voulait que je me bornasse dans mon projet aux palatinats d'Augustow et de Plock. Il me laissa choisir six sous-officiers dans le 1<sup>er</sup> de ligne pour nous seconder. Il me donna la faculté de nommer les officiers jusqu'au grade de capitaine exclusivement. Il me donnait le droit de punir de mort les parjures à leurs sermens. J'écrivis relativement aux grades l'avertissement suivant : Quiconque aura réuni dix hommes armés et consentant à remplir les obligations du serment sera nommé décurion ; trente hommes, sous-officier; cent hommes, sous-lieutenant; deux cents hommes, lieutenant; trois cents hommes, capitaine; mille hommes, chef de bataillon. On ne pouvait donc devenir officier dans ce corps que par son propre zèle. Moi, je n'avais qu'à surveiller pour que les grades fussent répartis avec justice. J'avais cependant le droit de punir toute infraction au serment, et par motif d'incapacité je pouvais ôter un grade et le donner à un autre.

Je passai trois jours à Warsovie; je voulais publier une réponse à l'article de Wysocki; mais avant je voulus le voir et connaître les motifs qui l'avaient déterminé à publier cet article; j'avais à cœur de lui reprocher son imprudente vanité. Toute cette affaire fut menée si perfidement qu'il m'a été impossible de remédier au mal. L'article en question fut publié pour la première fois dans le *Courrier Polonais* du 10 décembre 1830; mais ce journal paraissait le soir et je quittais Warsovie à trois heures après midi; ainsi, avant que j'eusse trouvé en province le nu-

méro de ce journal, la première impression avait déjà produit son effet sur les lecteurs selon la volonté des fabricateurs de récits. Par un concours extraordinaire de circonstances, Lubecki quittait presque à la même heure Warsovie pour se rendre à Saint-Pétersbourg.

Wysocki me dit qu'il se repentait d'avoir signé cet article, qui était de Maurice Mochnacki; ce dernier s'était servi du nom de Wysocki pour donner de l'importance à son article. Mochnacki n'avait pris aucune part à la révolution; il savait bien qu'il était par cela même sans influence. D'une autre part les aristocrates, tout en sachant bien la fausseté des faits avancés dans cet article, ne le blâmaient pas, parce qu'il était écrit dans leur intérêt; il taisait leurs noms et, dans le cas où la révolution aurait échoué, ils pouvaient dire qu'ils n'appartenaient à aucun complot et qu'ils avaient été entraînés dans les événemens sans savoir ce qu'il en adviendrait; c'est ainsi qu'ils se justifiaient vers la fin de la révolution. Les aristocrates employèrent toute leur influence pour que je remissey à un autre temps la réfutation de l'article. Ils disaient que la diète, en proclamant la déchéance de Nicolas, prouvait assez que c'était la nation tout entière qui avait fait la révolution, et qu'il ne fallait pas perdre dans l'opinion des personnes qui pouvaient faire encore du bien au pays. Par imprudence, ou par défaut d'expérience, je cédaï et je me le reproche encore aujourd'hui. Je reviens à l'exécution de mes anciens projets.

Le malheur voulut qu'au moment où je voyais se réaliser en partie ce que j'avais tant désiré, l'ennemi franchissait déjà les barrières et commençait les hostilités; je l'appris le lendemain de mon arrivée à Lomza. J'avais alors avec moi Czarnecki, Wyzykowski, six sous-officiers et vingt-sept hommes; trois armés de fusils et le reste de piques; je gardai des cartouches autant que possible et j'envoyai le reste à Warsovie. Je me mis à la tête de ma petite troupe, et j'allai au-devant de l'ennemi. Nous rencontrâmes une quinzaine de kosaks. Je fis faire le premier feu, nous tuâmes deux kosaks; cela encouragea ma troupe. Depuis lors nous inquiétions les convois de vivres allant en détachemens. Ma troupe s'augmenta, et nous nous procurâmes des armes et de l'argent; dans l'espace de trois mois, j'avais déjà plus de cent cinquante hommes bien armés et animés du meilleur esprit. En conséquence, nous attaquâmes des détachemens ennemis avec des avantages toujours croissans. Nous ne passions jamais douze



heures de suite dans le même lieu, et nos points de réunion, connus de nous seuls, étaient impénétrables pour qui que ce fût.

Je faisais cette guerre de partisans sans rien demander au gouvernement et sans recevoir des ordres de lui. Dans ce temps, l'ennemi était déjà sous Warsovie et y livrait de grandes batailles; moi j'occupais donc les derrières de son armée et lui causais tous les dommages possibles. Je fus presque toujours heureux pendant quatre mois et demi, car je n'eus à déplorer que la perte de 60 hommes et celle du brave Wyzykowski, doué d'une haute capacité et d'un courage à toute épreuve, tandis que les Moskovites perdirent environ 2,000 hommes.

Je ne donnerai pas ici tous les détails de ma petite guerre de partisans; je m'arrête au moment où, en conséquence de la bataille malheureuse ou stupide d'Ostrolenka (je l'ignore), la division du général Gielgud se vit forcée de se retirer en Lithuanie pour frapper un coup mortel à cette province. Je rejoignis la division Gielgud à Graiewo, et je partageai ses fautes et ses malheurs. J'avais sous mes ordres 600 hommes du gouvernement et 900 des miens, tous bien armés et bien disciplinés. Le second jour de ma jonction avec cette division, nous attaquâmes Ray-grod; quelques jours avant, j'avais attaqué avec le colonel Sierakowski, le général Sacken retranché dans sa position; il fut battu par Gielgud, mais on ne fit pas tout ce qu'il fallait pour le détruire. Sacken fuyait en remerciant le bon Dieu de n'avoir pas été taillé en pièces, tandis que nous assemblions des conseils pour discuter ce que nous avions à faire et quel chemin nous prendrions. On décida à la majorité des voix qu'il fallait marcher sur Wilna et occuper cette ville après avoir purgé la route de petits détachemens russes qui s'y trouvaient. On décida aussi qu'il fallait organiser une nouvelle armée et se couvrir avec l'ancienne armée aussi long-temps que possible. Je restai à Augustow, avec l'ordre de protéger les derrières du corps de Gielgud, pour empêcher le général russe Kourouta de le poursuivre; c'est ce que je fis, et pour mon malheur je devins militaire sous l'autorité supérieure, de partisan que j'étais. A cette époque Gielgud ne pouvait pas encore me trahir ouvertement, j'étais trop éloigné de lui, mais j'appris plus tard qu'il s'était vendu aux Moskovites, à Maryampol, pour 300,000 roubles, en assignations de banque, par l'entremise d'un nommé Raguza. Gielgud

aurait dû marcher sur Dorsuniscki , mais il alla doucement à Gielgudziscki pour donner le temps aux Moskovites de se réunir à Wilna.

Poussé par le général Kourouta, je quittai Augustow, Gielgud en était déjà éloigné de 15 milles, et n'avait donc point à redouter le général russe. Je suivis Gielgud, mais quand je fus convaincu de ses intentions, je l'abandonnai. Je poursuivis Sacken jusqu'à Kowno, mais ne l'y trouvant pas, je m'emparai de magasins de vivres très considérables et d'effets militaires. Après avoir habillé ma troupe avec les uniformes russes, j'établis un gouvernement révolutionnaire et j'allai à Wilna, laissant Kowno à la garde d'un détachement envoyé par Gielgud. Gielgud me fit faire des réprimandes pour avoir occupé cette ville sans son ordre, mais comme ses desseins m'étaient bien connus, je ne tenais aucun compte de ses réprimandes et j'attendais le moment où je rencontrerais sa colonne pour l'instruire de la trahison de son chef. Mon intention était de le faire ôter de son commandement pour le donner au général Henri Dembinski ou au général Chlapowski. Je savais que les soldats de Gielgud ne le souffriraient pas à leur tête une fois qu'ils connaîtraient sa trahison.

Quand je fus arrivé près de Zyzmory, je découvris de façon à n'en pas douter qu'un vaste complot était destiné à faire périr notre cause. Voici le fait : De petits détachemens envoyés en avant avaient ordre d'arrêter toutes les personnes étrangères au pays. On m'amena un juif. Je m'étais fait une loi d'interroger les espions moi-même, pour que les soldats ne fussent pas effrayés par de fausses nouvelles, ou par la découverte d'un danger prochain. J'examinai le juif et je défendis aux témoins sous peine de mort de divulguer ce qu'ils entendraient. Le juif me montra un billet signé du général Joseph Zaluski, dans la forme de ceux qu'on délivre ordinairement à nos espions. Celui-ci se disait espion du généralissime Skrzynecki, et était natif d'Ostrolenka. Je lui demandai où il allait, et pourquoi on l'avait envoyé. Il me répondit qu'il allait à Wilna pour connaître la force de l'ennemi et en instruire le généralissime, et qu'il devait en s'en allant passer par Grodno et Bialystok dans le même but. Je m'étonnais qu'on eût choisi un être si borné pour une mission si importante. Je lui demandai s'il n'avait pas sur lui quelques papiers; il se troubla et me dit qu'il n'en avait pas. J'ordonnai



à l'instant qu'on le déshabillât, et lorsqu'il se rhabillait un soldat en l'examinant attentivement découvrit dans ses bottes une lettre adressée au général russe Khrapovitzkoï, gouverneur général de Wilna ; cette lettre en renfermait une autre adressée au général comte Orloff. Je demandai au juif pourquoi il niait la possession de ces papiers. Il me répondit qu'il avait reçu l'ordre du généralissime de n'en parler à qui que ce fût, et de remettre l'expédition en mains propres au gouverneur Khrapovitzkoï. Après avoir donné ordre qu'on surveillât le juif, et de ne laisser approcher de lui aucun officier, je me mis à examiner les lettres en question. Elles étaient écrites en français, et quoique je ne connusse pas bien cette langue, je parvins à les comprendre à l'aide du dictionnaire. Dans la première, Skrzynecki invitait Khrapovitzkoï à vouloir bien expédier la lettre incluse au général Orloff là où il se trouverait. Je l'ouvris cette lettre et je la lus avec horreur ! « J'approuve entièrement, disait Skrzynecki, les négociations que le général Chrzanowski a entamées, « en mettant pour conclusion définitive un paiement de « 8,000,000 de florins de Pologne payables en Hollande, et la « conservation du titre de généralissime des armées polonaises. « J'ai déjà nommé quelques généraux qui partagent ma manière « de penser et qui regarderont comme un bienfait de pouvoir « rester sous le sceptre de S. M. I. et R. J'ai éloigné ceux qui « pouvaient entraver mes démarches et j'agirai de même par « la suite, selon les circonstances ; mais pour cela il me faut « un peu de temps. En attendant, mon devoir m'engage à re- « commander à V. Ex. les généraux Milberg, Gielgud, Rohland, « Jankowski et Zaluski ; ils partagent entièrement mes sentimens. « J'attends impatiemment la réponse de V. Ex. »

Cette lettre était datée du 4 juin 1831, de Warsovie, écrite et signée de la main de Skrzynecki, qui m'était connue. Je la lus et relus et j'obtins la douloureuse conviction d'une trahison qui nous vendait à la Russie sur tous les points. Je ne savais à quel parti m'arrêter ; nous étions déjà au 15 juin. Si je faisais connaître la trahison de Skrzynecki, je jetais le découragement dans tout le pays ! Je me décidai à attendre que nous nous fussions emparés de Wilna pour faire connaître d'abord la trahison de Gielgud et de Rohland. Je croyais que les généraux Chlapowski et Dembinski sauraient profiter de l'enthousiasme de l'armée et ne laisseraient pas aux deux autres le temps d'accomplir leur

trahison. Après avoir fait justice de Gielgud et de Rohland, je voulais envoyer aux patriotes de Warsovie plusieurs copies de la lettre de Skrzynecki pour qu'ils parassent au coup qui nous menaçait ; mais rien ne s'accomplit selon ma volonté. Gielgud éloigna de lui Dembinski, pour que ce dernier n'entravât pas ses projets. Quant à Chlapowski, je lui attribuais plus de vertus qu'il n'en avait. Je donnai ordre publiquement de faire conduire le juif à Gielgud, et secrètement je le fis tuer dans la forêt, pour que Khrapovitzkoï ne pût découvrir que je m'étais emparé de ses papiers ce qui aurait exposé le détachement sous mes ordres à toute la vengeance du gouverneur russe.

Je me dirigeai sur Wilna, j'arrivai le 19 juin par le chemin de Troki, poussant devant moi les avant-postes ennemis, et Gielgud commençait son attaque par le chemin de Kowno. Je rencontrai le général Chlapowski, qui me dit que le général Dembinski était absent. Je lui demandai qu'on s'emparât à tout prix de Wilna, le jour même ; je lui dis que j'espérais tout de ses talens et de son patriotisme et qu'après la prise de cette ville ; je lui ferais des révélations importantes. Chlapowski me jura solennellement que mon attente ne serait pas trompée. Il me remit le commandement de l'aile droite, et se disposa à rejoindre Gielgud à l'effet de surveiller ses mouvemens. Il renforça mon détachement de deux bataillons d'infanterie et de deux escadrons de cavalerie, en me promettant de m'envoyer sur-le-champ six pièces de campagne, mais je ne pus jamais les obtenir malgré mes demandes réitérées. J'attaquai à la baïonnette, deux fois je fus repoussé, mais la troisième je m'emparai des retranchemens de l'ennemi. Dans ce moment, nous vîmes avec désespoir que Gielgud et Chlapowski battaient en retraite. La trahison s'accomplissait donc. Je m'étais abusé sur Chlapowski, j'étais bien certain de ma perte, mais j'essayai à tout hasard de me retirer. Les fautes et l'indétermination des Moskovites me préservèrent seules d'une destruction totale. Je franchis le pont de la Waka au travers de la mitraille et de la fusillade ; nous parvînmes à brûler le pont derrière nous ; c'est ce qui nous sauva. Il me fut impossible de rejoindre Gielgud ; en traversant la Wilia, il avait brûlé le pont derrière lui, j'étais séparé par une forte colonne ennemie qui me surveillait, et qui serait tombée sur moi si j'avais tenté de quitter ma position.

Noustachâmes de gagner le palatinat d'Augustow par des che-



mins impraticables. Nous emportâmes avec nous Czarnecki dangereusement blessé, le plus brave et le plus capable de notre détachement. Il était facile de prévoir les conséquences de la trahison dont nous étions victimes ; le corps du général Gielgud serait détruit ou forcé d'entrer en Prusse, et c'est ce qui arriva. Il ne fallait plus penser à vaincre ; il fallait avant tout arrêter la trahison du généralissime et de ses complices. J'allais à marches forcées par mille détours, cerné et poursuivi par l'ennemi de tous côtés. Il ne me restait que 1,200 hommes ; le reste avait péri près de Wilna. Pour surcroît de malheur, le choléra faisait ses ravages et m'emportait tous les jours plusieurs hommes. Au travers de tant de calamités, je fis quarante mille de chemin (80 lieues), et je remportai même un avantage à Czortek, près Grodno. Mais au moment où je franchissais la rivière marécageuse de la Sokolda, je fus cerné par l'ennemi avec des forces quatre fois supérieures aux miennes, c'était un malheur ; mais un malheur plus grand m'était réservé ; soit ma faute, soit celle d'un officier qui ne me quittait pas, tous mes papiers disparurent dans cette épouvantable mêlée. Les lettres de Skrzynecki à Orloff, les papiers authentiques prouvant la trahison de plusieurs eurent le même sort. Cette perte fut cruelle pour moi ; le ciel semblait favoriser les traîtres, la fatalité destinait la Pologne à périr.

Menacé de mille dangers, je me hâtai d'arriver à Warsovie, afin de prouver, quoique sans les preuves matérielles, la trahison du généralissime et des généraux ses complices. Je voulais offrir ma tête, je pensais bien qu'on n'ajouterait pas foi à mes révélations et que je serais en butte à toutes les haines ; mais j'étais le seul qui pût démasquer les faux libéraux. Je partageai mon monde en petits détachemens et leur indiquai le chemin qu'ils devaient suivre pour arriver dans l'espace de deux semaines au point que je leur indiquais. Notre séparation fut douloureuse, mais il fallait bien employer le seul moyen qui nous restait ; nous manquions absolument de vivres. Mes soldats, exercés depuis plusieurs mois à une guerre de partisans, opérèrent cette retraite admirablement ; en dix jours nous fîmes quarante milles de chemin, et malgré un échec que nous éprouvâmes le 7 juillet, j'arrivai à Warsovie le 17 juillet. Une fois de plus, je fus convaincu de la trahison de Skrzynecki. J'appris que les Moskovites franchissaient impunément la Wistule dès le 14 juillet, et que Rudiger s'était sauvé d'une perte infaillible.

Je gardai le plus grand secret sur mes projets, car si Skrzynecki les eût pénétrés il aurait trouvé moyen de parer le coup. Je priai Lelewel de me faire passer à un conseil de guerre; c'est là où je voulais dévoiler l'infemale machination; c'est là où je voulais attendre mon arrêt ou celui de Skrzynecki. Lelewel dans ceci agit à sa manière; il avait pourtant du pouvoir comme membre du gouvernement. Deux jours après mon arrivée, je reçus l'ordre de partir pour arrêter la marche du feld-maréchal Paskévitsch sur Warsovie. On me donna deux pièces et une compagnie d'infanterie, bien certain de m'envoyer à ma perte. Je me soumis aux ordres qu'on me donnait, je m'y soumis sans murmurer; je comptais sur la promesse de Lelewel, et j'attendais le moment où je serais appelé par le conseil de guerre.

Avec une seule compagnie d'infanterie j'occupai Lowicz. Je placai mes deux pièces et cent hommes sur la chaussée et les deux ponts de la Bzura, et j'élevai un petit retranchement; j'avais détruit tous les ponts sur trois milles de distance à gauche et sur deux milles à droite. Les construire de nouveau eût été impossible vu la crue extraordinaire des eaux à cette époque et la rivière étant très marécageuse dans sa partie inférieure. Nous nous concertâmes avec le chef de la *pospolité ruszenié* le nonce Rodolphe Wieszczycki, pour qu'il empêchât avec ses chasseurs les constructions que les Moskovites auraient pu faire pour le passage de cette rivière.

J'arrêtai pendant quarante-huit heures une colonne de plusieurs mille hommes; si j'avais eu deux pièces de plus, six cents hommes d'infanterie et un escadron de cavalerie pour faire les reconnaissances, l'aile droite de l'ennemi eût fait des pertes considérables en m'attaquant pour se frayer le chemin. En conséquence, je fis mon rapport et priai le généralissime de m'envoyer un renfort. Il me répondit qu'il était inutile de garder Lowicz, et qu'il ne m'enverrait pas le renfort que je lui demandais. Malgré cela, je résolus de garder Lowicz jusqu'au dernier moment. J'en fis évacuer tout ce qui pouvait servir à l'ennemi, c'est-à-dire les magasins à vivres, les bureaux, et je fis transporter les convalescens; la plupart étaient de vieux soldats, et le généralissime voulait les laisser là le plus long-temps possible, quoique plusieurs fussent déjà en état de reprendre leur service. Les Moskovites, pendant huit jours, n'osaient pas m'attaquer avant d'avoir concentré leur aile droite; mais, quand j'appris qu'ils devaient m'attaquer



le lendemain à la pointe du jour, je quittai ma position à minuit et je gagnai la forêt par les chemins vicinaux. Je ne fus pas aperçu de la cavalerie ennemie; j'échappai miraculeusement aux embûches des Moskovites. Je pris position sur l'aile gauche de l'armée en distance de deux à trois milles. Je rapporte tous ces détails afin de les coordonner avec la justification de Skrzynecki, qui soutenait n'avoir pu accepter la bataille sur la Bzura, parce que la ville de Lowicz n'était pas en son pouvoir.

J'attendais toujours vainement le moment où je serais appelé à un conseil de guerre. J'envoyai à Lelewel Valérien Pietkiewicz, professeur de l'université de Wilna, qui, avec plusieurs jeunes gens, s'était uni à moi avant la bataille de Wilna; ils avaient partagé toutes mes peines et tous mes dangers. Ne réussissant point encore, j'envoyai d'autres émissaires. Lelewel fit dire qu'il n'avait rien obtenu et qu'il attendait une occasion plus favorable. Cette réponse me prouva que notre gouvernement n'était composé que d'hommes faibles. Lelewel savait pourtant que le salut de la patrie dépendait de mes révélations; je lui avais dit que je démasquerais les traîtres et particulièrement Skrzynecki. Un autre aurait pu douter de moi; mais Lelewel me connaissait, il savait que j'avais donné la première impulsion à la révolution, et il savait que ma vie n'avait jamais été souillée d'un mensonge. D'ailleurs comment aurais-je joué ma tête si je n'avais été sûr de la vérité de mes accusations? Trompé de ce côté, j'employai un autre moyen pour réussir. Je laissai mon commandement à Czarnecki qui était déjà guéri de sa blessure, et je me rendis secrètement à Warsovie. Le gouvernement national commençait alors à sortir un peu de sa léthargie; l'ennemi était aux portes de la ville; c'est ce qui opéra ce miracle. Ce gouvernement, si faible lui-même, soupçonnait plutôt la faiblesse que la trahison; tel fut Skrzynecki à ses yeux. Mais, voyant la marche que prenaient les événemens, il envoya une députation à Skrzynecki pour lui reprocher l'inaction de l'armée qu'il avait sous ses ordres. Skrzynecki répondit à la députation que cette inaction entraînait dans ses plans, que c'était le seul moyen qui pût sauver le pays; qu'il engageait donc le gouvernement à le laisser agir selon sa volonté, et qu'il lui devait même des excuses pour s'être permis de tels reproches. Personne ne voulait remarquer que le généralissime, en couvrant avec toutes ses forces le grand chemin de Sochaczew à Warsovie, découvrait entièrement son flanc gauche et permet-

tait à l'ennemi de marcher droit à Warsovie par les chemins de Mszczonow et Nadarzyn. Par cette marche, les Russes se trouvaient sur les derrières de l'armée de Skrzynecki, s'emparaient des retranchemens de la ville et de ceux de Praga, de l'autre côté de la Wistule, où se trouvait un corps d'armée russe. Tout tombait donc aux mains de l'ennemi. L'ennemi ne présentait à notre front que la moitié de ses forces; il fallait donc ou nous rendre à discrétion ou chercher à nous frayer un chemin en Prusse: alors nous serions pris entre deux feux.

J'ai déjà dit que le second chemin n'était défendu que par mon faible détachement; l'ennemi pouvait exécuter ce mouvement en une seule nuit, et pouvait, sans être aperçu, arriver à Nadarzyn, c'est-à-dire à une distance de trois milles de la capitale, tandis que notre aile droite, portée à Sochaczew, était éloignée de huit milles de Warsovie. Qu'on juge qui devait arriver le premier à Warsovie, ou Paskévitsch, ou Skrzynecki.

Dès que je fus à Warsovie, j'allai chez Lelewel; je lui dis que puisqu'il n'avait rien fait pour moi jusqu'à présent, qu'il veuille bien au moins témoigner à la députation, à son arrivée au quartier-général, le désir que j'aurais à m'expliquer devant elle. Je ne pouvais faire cette demande par moi-même sans m'exposer à la plus sévère punition pour avoir quitté mon poste. C'était tellement certain que Skrzynecki voulait me faire fusiller avant de savoir que la députation m'eût appelé. Lelewel parvint donc à me faire admettre auprès de la députation pour qu'elle entendit mes révélations. Ce fut Vincent Niemoïowski, à son arrivée de Bolimow, qui me prévint.

J'arrivai au quartier-général et je trouvai presque tous les membres de la députation favorablement disposés pour Skrzynecki; je ne sais si c'était par crainte ou par erreur; on alla jusqu'à me dire que ma vie serait en danger si j'accusais Skrzynecki. Je déclarai en présence de la députation que Skrzynecki était traître à la patrie; je dis que j'avais intercepté une lettre qu'il adressait à Orloff, où il demandait huit millions de florins de Pologne pour prix de sa trahison. Par malheur, dis-je, j'ai perdu cette lettre au passage de la Sokolda; les preuves matérielles me manquent donc; mais je supplie la députation de me mettre sous la plus stricte surveillance, et d'arrêter en même temps les généraux Albert Chrzanowski, Milberg, et Myszkiewicz, officier qui devint plus tard porteur des expéditions de Skrzynecki à Orloff. Il avait



été chassé de plusieurs régimens pour sa mauvaise conduite, et en faisant ma retraite je le vis qui revenait des camps moskovites. Skrzynecki lui donna deux grades pour l'avoir si bien servi. Quant à Milberg, il faisait passer tous les rapports à Vincent Krassinski, son ancien général, dont il fut le chef d'état-major. Je demandai à la députation d'engager ces hommes à répondre à mes accusations; je pensais que tout s'éclaircirait sans le secours des preuves matérielles. J'offrais ma tête au bourreau, s'il était vrai que je fusse un calomniateur. Je demandai que toutes mes paroles fussent consignées dans le protocole. Théodore Morawski, nouvellement arrivé de Paris, tenait la plume. Czartoryski me dit qu'il était fâcheux que je n'eusse pas les papiers dont je parlais, et qu'il n'était pas possible de condamner le généralissime. Il déclara cependant que mes révélations étaient suffisantes pour éloigner Skrzynecki du commandement en chef. Czartoryski me demanda qui je croyais capable d'occuper ce poste. Je plaçai en première ligne le général Henri Dembinski. Son courage m'était connu; il en avait donné des preuves dans quelques batailles, et sa merveilleuse retraite en Lithuanie releva son nom d'une façon extraordinaire; d'ailleurs il n'avait pas voulu partager l'opprobre de Gielgud; par cela seul il méritait de la patrie. Le commandement en chef fut ôté à Skrzynecki presque à l'unanimité.

La nuit suivante Skrzynecki mit en campagne ses partisans et particulièrement le général Milberg, pour organiser une conspiration; il tâchait de recueillir les signatures de la députation pour faire révoquer son arrêt; mais elle hésitait. On voulait disperser cette députation et confier à Skrzynecki un pouvoir absolu. Dès que j'en fus informé, je cherchai à persuader la jeunesse et les hommes bien pensans; je courus à eux sans calculer aucun danger, et j'eus le triomphe de voir les partisans de Skrzynecki réduits au silence, et toutes les signatures extorquées à la députation remises entre mes mains. Les partisans de Skrzynecki, voyant qu'ils ne pouvaient réussir, s'attendaient à un violent orage; ils se dispersèrent donc à l'exemple de Milberg.

Cette fois donc je pus prévenir un grand malheur; Skrzynecki fut forcé d'obéir; mais il tenta un autre moyen pour arriver à son but; il joua le rôle d'un bon patriote et parvint à persuader à Dembinski qu'il était victime de la haine et de la jalousie. Dembinski ne résista pas à son éloquence, et résolut de l'avoir auprès de lui pour agir en conséquence de ses plans.

Quoique ma victoire ne fût pas complète, je voulus retourner à mon régiment, qui était fort alors de cinq cents hommes. Plusieurs de ceux qui avaient fait la campagne de Lithuanie se formèrent en compagnie et vinrent me joindre. Mon détachement formait l'extrême gauche de notre armée. J'appris du général Thomas Lubienski, chef de l'état-major général, deux jours après mon arrivée, que notre armée se retirait à deux milles, pour faire sortir l'ennemi de sa position et le forcer à un combat général. Le général Thomas Lubienski m'ordonna de me retirer à deux milles en arrière pour surveiller les mouvemens de l'aile droite de l'ennemi et l'empêcher de prendre les derrières de notre armée. Je remplis ponctuellement mon devoir. Le lendemain soir, je fus vigoureusement attaqué. J'expédiai en toute hâte mon rapport au généralissime; je lui faisais savoir que l'ennemi arrivait à marches forcées et voulait nous cerner avec son aile droite; mais il était trop tard; toute notre armée dès la veille s'était retirée sur Warsovie; j'étais donc au centre de l'armée ennemie. Au milieu des plus grands dangers, cerné de toutes parts, j'arrivai avec mon détachement près de Warsovie, grâce à la connaissance que j'avais des lieux. J'eus à déplorer la perte de soixante braves et de deux officiers.

Indigné d'une telle conduite, j'allai trouver le général Lubienski pour lui reprocher d'avoir exposé cinq cents hommes à une mort certaine, dans le but de me perdre. Lubienski se justifia en me disant qu'il m'avait envoyé un officier porteur de dépêches, et que les mouvemens rapides de l'ennemi l'avaient empêché de parvenir jusqu'à moi. Je sus plus tard que sa prétendue justification était un mensonge. Je revins à mon poste et, au même moment, je fus arrêté comme coupable d'avoir abandonné ce poste. J'étais étonné, comme tous les gens de bon sens, de la conduite du généralissime; mais je voyais que tout ceci était l'affaire de Skrzynecki, et cette circonstance me semblait heureuse, puisqu'elle découvrirait une infamie de plus de cet homme pervers. J'obéis aux ordres du généralissime et après quelques jours de prison on commença l'enquête. J'eus de nouvelles preuves de la trahison de Skrzynecki et des généraux ses complices. Dembinski n'était déjà plus alors généralissime, et les séides de Skrzynecki réunirent tous leurs efforts pour assoupir cette affaire. Après quelques heures d'enquête, je fus mis en liberté. Krukowiecki était à cette époque chef du gouvernement, et me



dit que c'était aux intrigues de Skrzynecki que je devais mon arrestation. Il me répétait sans cesse qu'il était convaincu de la trahison de Skrzynecki, mais que dans les circonstances actuelles il serait impolitique de le punir selon ses œuvres; mais que plus tard il n'échapperait pas à une juste punition, et qu'en attendant il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour l'empêcher de nuire davantage. On me nomma gouverneur de Praga en remplacement du général Dziekonski. La faiblesse de ma santé m'empêcha d'entrer en fonctions à l'instant, et quelques jours plus tard, alors que je pouvais occuper ce poste, il était devenu moins important. Praga était en parfaite tranquillité; le général Ramorino avait repoussé avec son corps d'armée celui de Rosen à l'autre extrémité de Warsovie.

Après cette nomination, on me donna celle de chef du peuple à Warsovie. J'exerçais partout ma surveillance. Je résolus de me défaire de Chrzanowski (gouverneur de Warsovie) et d'autres traîtres; je voulais employer les moyens les plus expéditifs; la voie légale eût été hors de saison; la remise des causes à un autre temps encourageait tellement le crime qu'on ne craignait plus de trahir ouvertement.

Je fis faire un nouveau recensement de la population de Warsovie, et il se trouva qu'au lieu de onze mille hommes en état de défendre la ville il y en avait vingt-six mille. J'indiquai les points de réunion où chacun devait se trouver en cas d'attaque. J'établis sur chaque point une espèce d'arsenal où mille hommes pouvaient être armés en un instant. J'adressai une proclamation aux habitans pour les engager à persévérer jusqu'à la dernière extrémité; elle produisit l'effet que j'en attendais. Xavier Bronikowski, alors vice-président de Warsovie, meseconda en tout ceci, avec le plus grand zèle; lui n'avait jamais brigué les places, les dignités; il remplissait franchement ses devoirs.

Pierre Wysocki se rapprocha de moi, et il tint religieusement la promesse qu'il m'avait faite de ne point faire cause commune avec les hommes qui n'avaient en vue que leur propre intérêt. Nous étions de nouveau dans la meilleure intelligence; il me promettait que la patrie le trouverait toujours dès qu'elle aurait besoin de lui; qu'on pouvait compter sur son régiment, et qu'il accourrait quand il s'agirait de punir les traîtres. J'avais sous mes ordres les officiers surnuméraires, au nombre de quatre cents; beaucoup d'entre eux étaient très capables et excellens

patriotes. Je les destinai au commandement du peuple; deux ou trois de ces officiers devaient se mettre à la tête d'une centaine d'hommes.

Je réservais les plus capables pour l'organisation d'un comité qui aurait eu pour but de nous défaire des hommes suspects.

Je voyais à cette époque que les choses allaient toujours plus mal, et la résolution me vint de m'emparer du pouvoir suprême, et si j'y parvenais, de vaincre les Moskovites ou de m'ensevelir sous les ruines de Warsovie. Mon influence allait toujours croissant; c'est ce qui rendait mon projet exécutable. Mais ma franchise avec Krukowiecki me perdit; il me fit appeler chez lui et me demanda à quel parti j'appartenais. Je lui dis que je n'en reconnaissais et n'en souffrais qu'un : celui qui voulait sauver la patrie; et que s'il se trouvait des hommes qui ne partageassent pas mon sentiment, je me déclarerais leur ennemi implacable. Krukowiecki loua ma manière de penser et me tendit la main pour me prouver qu'il la partageait; mais le lendemain il me fit quitter Warsovie à la tête d'un détachement de trois centshommes, avec l'ordre d'empêcher les Moskovites de passer la Wistule à Gora. Je fis toutes les démarches imaginables pour qu'on me rappelât dans la capitale; on me fit des promesses et je ne pus rien obtenir.

Peu avant mon départ de Warsovie, je rencontrai le gouverneur Chrzanowski chez le président du gouvernement; il venait pour m'accuser d'avoir armé le peuple de Warsovie à son insu. Je me sentis transporté de colère à la vue de cet homme qui remplissait encore les fonctions de gouverneur de Warsovie, quoique Krukowiecki m'eût promis solennellement, deux jours avant, qu'il l'éloignerait de tout emploi et qu'il le mettrait comme Skrzynecki, sous la surveillance. En présence du président et de plusieurs officiers de l'état-major, je traitai Chrzanowski avec tout le mépris qu'il m'inspirait; je l'appelai traître, et je témoignai mon étonnement au président sur son indulgence pour lui. Krukowiecki se déconcerta et fit des reproches à Chrzanowski relativement à moi. Je les quittai, et quand je fus à l'extrémité de la cour du château, je vis Krukowiecki accourir à moi; il venait me conjurer de ne pas intenter le procès en trahison avant mon retour de Gora, qui devait avoir lieu sous peu de jours. Il me promit de me faire nommer gouverneur de Warsovie, en remplacement de Chrzanowski, et la conservation de ma première place. Il ajouta



qu'il ne verrait maintenant Chrzanowski que dans le but de découvrir tout ce qu'il tramait contre nous.

Je ne comprenais rien à la démarche du président, je le quittai sans lui répondre. Je rencontrai Chrzanowski; il vint au-devant de moi et me reprocha de l'accuser injustement; il me dit que les preuves que je possédais étaient faites par ses ennemis, mais que sous peu je serais convaincu de son patriotisme. Je ne pouvais me faire l'idée d'une telle effronterie. Je lui dis que je jugeais les hommes non pas d'après leurs paroles, mais d'après leurs actions, et quiconque avait permis aux Moskovites de passer la Wistule, n'avait pas à se justifier, la trahison était manifeste.

Dans la nuit je partis avec mon détachement pour Gora. Dès mon arrivée j'élevai des retranchemens sur les bords de la Wistule pour empêcher les Moskovites d'établir un pont qu'ils avaient déjà préparé à l'effet de communiquer avec Rosen. A trois reprises ils m'attaquèrent, et toujours ils furent repoussés; ils abandonnèrent leurs projets et se portèrent en masse sur Warsovie. J'en informai sur-le-champ le président du gouvernement et le généralissime Kasimir Malachowski, en les suppliant de me laisser arriver à l'instant à Warsovie, pour me mettre à la tête du peuple et défendre la capitale. Krukowiecki me donna l'ordre de ne point quitter ma position sous peine d'encourir la plus sévère punition. Il me disait ensuite que l'attaque des Moskovites n'était que simulée, qu'ils voulaient seulement passer la Wistule pour surprendre le corps du général Ramorino; je devais donc défendre cette position jusqu'à la dernière extrémité.

Au moment où je lisais cet ordre, j'entendais le bombardement de Warsovie. Je ne savais plus quel parti prendre; désobéir et marcher sur Warsovie, je ne le pouvais pas, car si les Moskovites étaient repoussés ils se replieraient indubitablement dans leurs retranchemens près Gora, et chercheraient à établir un pont pour s'unir au corps de Rosen. Dans ce cas je serais coupable, et on me fusillerait pour avoir abandonné mon poste. Lié, par la discipline militaire, j'attendis dans la plus vive anxiété le résultat de la lutte. J'expédiais des officiers sur les lieux avec ordre de me dire ce qu'il en était. Ils revinrent me dire que le 8 septembre après midi Warsovie et Praga avaient été livrées aux Moskovites. Ils ne m'apportaient aucun ordre relatif à moi; j'attendis des ordres toute la journée et une partie de la nuit. Séparé de notre armée qui se retirait sur Modlin, je pris le chemin du palatinat

de Krakovie, pour joindre le général Samuel Rozycki. Je fus rencontré à Maciéiowice par l'aide-de-camp du généralissime, le lieutenant Sienniecki; il m'apportait l'ordre de me diriger sur Modlin; cet ordre était inexécutable, et dans tous les cas je ne m'y serais pas soumis, puisque cet aide-de-camp avait eu l'indiscrétion de me dire qu'il avait passé avec l'ordre en question par Warsovie, déjà occupé par les Moskovites. Je répondis sur-le-champ au généralissime et lui fis connaître les motifs qui m'empêchaient de me conformer à ses ordres. Je lui annonçais en conséquence que je me rendais dans le Krakoviat. Dès que l'aide-de-camp eut ma réponse, il alla chez les officiers qui étaient sous mon commandement, pour les engager à ne pas me suivre dans le Krakoviat, où ils seraient obligés de se battre inutilement, puisque toute l'armée était à Modlin et qu'elle devait se rendre à la discrétion du tzar. La résolution en a été prise par des milliers de soldats, leur dit-il; ils ont demandé leurs congés et retournent dans leurs foyers; c'était vrai. Nous les voyions marcher par bandes; ils jetèrent le découragement parmi ma troupe, en disant que nous avions péri par la trahison des généraux Krukowiecki, Chrzanowski et Prondzynski.

Les officiers nouvellement sous mes ordres n'avaient pas en moi la confiance qu'ils auraient eu plus tard, et déclarèrent donc qu'ils ne me suivraient pas; l'un d'eux me menaça et allait me tirer un coup de pistolet, s'il n'eût été arrêté par un de ses camarades. Je leur dis à l'instant même de se choisir un commandant; ils prirent le capitaine Bogatko, mais ils ne tardèrent pas à lui désobéir et se dispersèrent dans différentes directions; leur chef put arriver à Modlin avec une dizaine de soldats en passant par des forêts. J'appris plus tard ces détails.

Je quittai l'habit militaire, et accompagné de deux officiers qui n'avaient pas partagé les sentiments de leurs camarades, nous rejoignîmes le général Rozycki.

Gielgud fut tué comme traître parce qu'il n'avait pas voulu se battre; le même sort m'eût été réservé pour une affaire tout opposée.

Je trouvai Rozycki dans une position très critique, manquant d'armes et pressé de tous côtés par un ennemi quatre fois supérieur en nombre, et dix fois plus fort matériellement; les Moskovites étaient tous de vieux soldats expérimentés. Rozycki se



défendait comme il pouvait sous Lagow et Pinczow et cherchait à se retirer vers Krakovie pour n'être pas pris par l'ennemi.

Entre Skalmierz et Pinczow, je fus pris avec trois officiers par les Moskovites ; je croyais bien que ma dernière heure était arrivée. Dans le même temps, une colonne de mes anciens partisans avait été faite prisonnière de guerre ; cette colonne sous les ordres du major Gaspard Dziewicki couvrant l'aile droite du corps d'armée de Ramorino, fut coupée par l'ennemi et ne put rejoindre Rozycki. Ces soldats qui m'étaient attachés furent prêts à jeter un cri de détresse en me voyant prisonnier ; mais le major Dziewicki les avertit à temps pour qu'ils ne me fissent pas connaître, et s'approchant de moi il sut adroitement me prendre des papiers qui m'auraient trahi. Ne portant point d'uniforme on nous prit pour des civils et nous fûmes relâchés comme tels ; à la faveur de la nuit, nous gagnâmes Krakovie. De là je devais me rendre en France avec Czartoryski, mais Czartoryski fut détourné de ce projet par l'arrivée de Skrzynecki. Huit jours après l'entrée des Moskovites Skrzynecki résidait à Varsovie, et vingt-quatre heures après son arrivée à Krakovie, Czartoryski renonçait à faire son voyage avec moi. Cet homme faisait le prince et n'appréciait les hommes qu'autant qu'ils savaient le flatter, et le rôle de flatteur convenait à Skrzynecki ; Czartoryski était convenu de la trahison de Skrzynecki, et il en voulait des preuves écrites comme si les faits n'étaient pas suffisants. Il ne connaissait que l'étiquette du grand monde si favorable aux gens sans honneur et sans principes. C'est avec cette étiquette du grand monde qu'on a toujours dirigé nos magnats ; on se disait plein d'honnêteté et de délicatesse ; on savait bien que les magnats élevés dans une autre sphère n'en jugeraient pas mieux que les aveugles des couleurs.

Czartoryski, qui avait été ministre des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg (c'est-à-dire du cabinet le plus machiavélique de l'Europe), ne jugeait pas néanmoins les hommes d'après sa propre conviction ; il les a jugés d'après les principes qu'on lui avait inculqués dans son enfance. Skrzynecki tâchait de lui persuader qu'il était honnête homme, et il fléchissait. Je voulais reprocher à Czartoryski sa faiblesse lorsqu'il me fit appeler chez lui pour me conjurer de ne plus revenir sur l'affaire de Skrzynecki ; car malgré sa probable culpabilité, me dit-il, il faut à

présent lui tendre une main secourable, il doit partager notre émigration. Je le vois continuellement pleurer, il se convertira et pourra nous être utile dans l'avenir. Après avoir entendu ces derniers mots je me levai avec colère et lui reprochai amèrement une bonté si funeste à la cause publique ; je lui dis que les générations futures la mettrait à l'égal du crime. Czartoryski s'emporta ; il n'était pas accoutumé au langage de la vérité, et nous rompîmes des relations qui étaient sur le point de devenir intimes. Ma leçon profita pourtant à Czartoryski. Depuis ce moment il crut moins à la flatterie et aux larmes de Skrzynecki. La déclaration que je fis de ne jamais me départir des révélations que j'avais faites en présence de la députation à Bolimow, sur les lettres de Skrzynecki à Orloff (révélations qui sont consignées dans le protocole de la diète), durent lui donner à penser.

Je me rendis en France avec le nonce Jean Ledochowski ; ce fut par hasard et tout-à-fait involontairement que je fis le voyage avec lui. Nous passâmes par la Hongrie, l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg et Baden.

Comme beaucoup de noms ne se trouvent pas mentionnés dans mon écrit, il est indispensable de réparer cette omission. La liste de tous les officiers conspirateurs qui se sont le plus distingués s'est égarée à l'époque de l'entrée des Russes à Warsovie, et celle qui fut remise au dictateur doit se trouver entre ses mains. Il y a les noms de 28 officiers d'infanterie les plus dévoués, qui devaient être élevés aux grades supérieurs ; j'ignore pourquoi cela n'a pas eu lieu, à moins qu'on ne les craignît comme étant trop zélés. Je crois donc de mon devoir de faire un appel à tous mes camarades conspirateurs qui purent échapper à la mort, de vouloir bien former une commission composée des citoyens patriotes pris dans chaque régiment, et qui réuniraient soigneusement tous les noms qui ont le plus mérité de la patrie pour les transmettre à la postérité. Une pareille commission sera seule capable de rendre justice à la vertu et au désintéressement. Il m'est impossible, à moi, de suppléer à cette omission ; il m'est impossible de me rappeler les noms de tous, et si je hasardais même un jugement, il serait insuffisant et peut-être impropre. Cette commission, dis-je, pourra seule mettre un terme à l'envie de tous ceux qui se donnent un air d'importance, qui se mettent en scène en s'appropriant tout l'honneur et le mérite au préjudice des honnêtes gens.



Tels furent le commencement et la fin de notre révolution ; le lecteur appréciera les fautes et le caractère des hommes qui ont joué un rôle important ; il pourra comparer mon récit avec ceux de plusieurs de mes compatriotes, je veux parler des hommes qui connaissaient les faits, car il s'en trouve qui écrivent de mémoire, qui suivent leur imagination ou leurs passions sans avoir été acteurs. J'espère qu'il se trouvera parmi les membres de la diète et du gouvernement des hommes qui montreront les choses sous leur point de vue véritable, depuis l'époque où la diète confirma sa dictature jusqu'à la chute de Warsovie et l'émigration des représentans de la nation sur une terre étrangère. Moi, je ne parle que des faits qui sont à ma connaissance ; j'ai combattu en partisan, je me suis borné au simple récit de mes actions. Je dirai seulement que nous devons notre perte à l'indétermination et à la faiblesse du gouvernement envers le généralissime et les généraux ses complices. Un autre tort que je ne saurais passer sous silence, c'est de n'avoir jamais employé, sauf quelques exceptions, des hommes entièrement dévoués à la révolution. Les places étaient occupées par des aristocrates ; quelques-uns étaient honorables, mais ils manquaient de capacité. J'en ai connu qui savaient la langue française et qui savaient à peine lire et écrire dans leur propre langue ; leur occupation se bornait à lire un roman ou à parler des intrigues de cour. J'en connaissais de très habiles sous ce rapport ; mais lorsqu'on parlait science, ils ne savaient plus que dire, ils regardaient cela au-dessous d'eux et bon seulement pour le tiers-état. On était moins que rien à leurs yeux si on n'était pas de famille aristocratique, ou imprégné de ses principes. Pour être admis dans leur société ou protégé par eux, il fallait partager leurs préjugés. Mais si un soi-disant parvenu voulait agir contrairement à leurs principes, il était cruellement persécuté. L'aristocratie polonaise a toujours mis ses privilèges en première ligne ; l'amour de la patrie n'est que secondaire chez elle. Elle a toujours regardé comme nul et non avenu un gouvernement qui ne compterait pas dans son sein les petits-fils et les arrières-petits-fils des aristocrates. Les membres du dernier gouvernement s'entourèrent de conseillers qui faisaient la banque, et l'ennemi connaissait à l'avance les actes qu'on devait faire ou promulguer. Les conseillers s'emparèrent si bien de l'esprit de leurs patrons qu'ils leur défendirent de croire

qu'il y eût au monde des traîtres et des trahisons. Leur aveuglement était tel que, voyant la trahison et en parlant, ils l'appelaient *faute* parce qu'ils ne voulaient pas contredire leurs conseillers. Selon eux, la retraite du général Rudiger, facilitée par Jankowski, la défaite de Wilna et de Szawle par Gielgud, le passage libre de la Wislule aux Moskovites accordé par Skrzynecki, étaient des fautes! Si on veut punir un traître, il faut d'abord dire pourquoi on le punit et en quoi il n'a pas rempli ses devoirs. Mais pour cela, il faut connaître soi-même ses devoirs, et on ne savait seulement pas qu'un général qui perd une bataille doit être mis en jugement; c'est ce jugement qui doit absoudre ou condamner l'accusé. Lorsqu'après ma défaite de la Sokolda je demandai un semblable jugement, tout le monde s'en étonna; on ne savait pas que si je voulais être absous par l'opinion publique, je voulais servir d'exemple à l'armée; les traîtres auraient trop beau jeu si on ne mettait pas en jugement tout général qui perd une bataille.

J'ai exprimé mon opinion sur la caste aristocratique. Mais il y avait encore une autre classe d'hommes qui n'avait pour but que sa propre élévation; pour la plupart ils étaient capables, mais ils n'offraient aucune garantie; on n'aurait pas dû leur confier des choses importantes. Ces hommes étaient en apparence les plus zélés partisans des idées libérales; mais pour réussir ils s'étaient dévoués en secret à l'aristocratie. Une de leurs prétentions était d'opposer leur supériorité à l'ignorance aristocratique, tout ceci dans un but entièrement étranger à la chose publique.

Ces deux espèces d'hommes se montraient dans un désaccord continu, mais ils pactisaient, parce que les uns ne pouvaient se passer des autres: les premiers parce qu'ils étaient ignorans, les seconds parce qu'ils n'étaient rien. Dans ces monstrueuses transfigurations ils portaient des coups mortels à la patrie. L'aristocratie avait le tact de s'adjoindre des hommes capables; mais il lui était égal qu'ils fussent sans principes et d'une réputation tachée. Elle voulait se relever au moins nulle par l'esprit des autres.

Je sais d'avance que mon ouvrage augmentera le nombre de mes ennemis; mes révélations seront qualifiées d'infâmes mensonges; le livre et l'auteur seront condamnés à l'échafaud; c'est la juste punition réservée à ceux qui





moderne, c'est à dire ceux qui ne savent déguiser ni les fautes  
ni des crimes. On accusera aussi ceux qui m'ont engagé à écrire  
cet ouvrage. Pour moi, je me résigne d'avance aux calom-  
nies.

JOSEPH ZALIWSKI

Biblioteka  
Szkolna i Studencka  
W. Rejzanka



compter  
petits-fils

